

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 125

17 janvier 2008

SOMMAIRE

4m Lux S.A.	6000	Nospelt Immobilière S.A.	5987
Abipiscines S.A.	5993	N.T.S. Sàrl	5992
AD GSM Center S.A.	5954	Parkes S.à r.l.	5991
Arrowfield S.A.	5982	Photobuttik Ewert Sàrl	5984
Cameron 1 Sàrl	5994	Pizzeria Il Faro S.A.	5998
Cin.Stef S.A.	5954	Poppy Acquisition (Lux) S.à r.l.	5956
Compagnie de Participations	5980	Primavera Pain II s.à r.l.	5982
Concept Live S.A.	5992	Primavera Pain s.à r.l.	5979
Cryptomeria S.A.	5997	Primavera s.à r.l.	5982
Damasca S.A.	5990	ProLogis UK CCI S.à r.l.	5990
Dièdre	5954	ProLogis UK CC S.à r.l.	5987
Distribution Technique S.A.	5994	ProLogis UK LXXXII S.à r.l.	5997
Doremi	5955	ProLogis UK XCIX S.à r.l.	5987
Eurofins LUX	5985	ProLogis UK XXXVI S.à r.l.	5991
EurOptic Express S.A.	5981	PVC (Lux) Investment Company S.à r.l.	5990
EURX EBC Investment S.à r.l.	5955	Remco S.A.	5979
Explorer Marine S.A.	5998	Sachamadra Invest S.A.	5999
Facility S.A.	5993	Sachamadra Invest S.A.	5979
Fennel Acquisition (Lux) S.à r.l.	5955	SHK Holding S.A.	5993
Forêt et Nature s.à r.l.	5992	Sidacier Holding S.A.	6000
Galen S.A.	5984	Silver Finance Services S.A.	5981
Gialu S.A.	5983	Technologies Industrielles Européennes S.A.	5989
Hair and More S.à r.l.	5999	Thèola S.à r.l.	5999
Holding N. Arend S.à r.l.	5984	Toiture du Nord S.A.	5991
Hôtel Vasco Da Gama S.à r.l.	5981	Toni Lazzara S.à r.l.	5988
IN4MATIX S.A.	5999	Tranta S.A.	5998
International Powerlifting Federation	5956	VPA Systems S.A.	5993
IPCG Investments S.à r.l.	5997	Waldtec S.A.	6000
Litecomm S.A.	5980		
Luxprimo Sàrl	5984		
Mondiala Technology Europe S.A.	5992		

Dièdre, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.133.

—
Extrait des décisions du Conseil d'Administration du 31 août 2007

Le siège social de la société est transféré du 3, boulevard de la Foire à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'adresse professionnelle des administrateurs est modifiée comme suit:

- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit et maître en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Théo Limpach, comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002751/534/22.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07114. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

Cin.Stef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 82.234.

—
Extrait des décisions du Conseil d'Administration du 31 août 2007

Le siège social de la société est transféré du 5, boulevard de la Foire à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'adresse professionnelle des administrateurs est modifiée comme suit:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002753/534/20.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07089. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

AD GSM Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 71.660.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002875/725/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL04080. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Doremi, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.134.

—
Extrait des décisions du Conseil d'Administration du 31 août 2007

Le siège social de la société est transféré du 3, boulevard de la Foire à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'adresse professionnelle des administrateurs est modifiée comme suit:

- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit et maître en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Théo Limpach, comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002752/534/22.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07118. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

EURX EBC Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 128.028.

—
Il résulte de résolutions prises par l'associé unique de la Société le 30 novembre 2007 que:

1. le siège social de la Société a été transféré du 29, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg au 15, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec effet au 12 novembre 2007;
2. M. Rachid Ouäich, Fund Finance Manager, né le 4 janvier 1977 à Liège (Belgique), avec adresse professionnelle au 15, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), a été nommé comme gérant additionnel de la Société, avec effet immédiat, pour une période indéterminée;
3. Par conséquent, le conseil de gérance de la Société sera composé au 30 novembre 2007 par les gérants suivants:
 - M. Dirk Ruppert, gérant;
 - M. Paul Devonshire, gérant;
 - M. Thomas Hoeller, gérant; et
 - M. Rachid Ouäich, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008002763/7959/25.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05369. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

Fennel Acquisition (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 122.004.

—
Le Bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY GROUP SARL

Signatures

Référence de publication: 2008002872/6762/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04681. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Poppy Acquisition (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 122.003.

Le Bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY GROUP SARL

Signatures

Référence de publication: 2008002873/6762/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04679. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

IPF, International Powerlifting Federation, Association sans but lucratif.

R.C.S. Luxembourg F 7.468.

STATUTEN

Terminologie

Sofern keine ausdrücklich anderslautenden Angaben gemacht werden, beziehen sich Begriffe wie «Kongress», «Präsident», «Technisches Komitee» und Ähnliches auf «IPF-Kongress», «IPF-Präsident», «Technisches Komitee der IPF» usw.

Sofern keine ausdrücklich anderslautenden Angaben gemacht werden, beziehen sich Personenbezeichnungen wie «ihm», «seine» und «Vorsitzender» auf Personen beiderlei Geschlechts.

1. Begriffsdefinitionen.

1.1 Name

1.1.1 IPF, INTERNATIONAL POWERLIFTING FEDERATION (nachfolgend «IPF») genannt ist ein 1972 in Harrisburg / USA gegründeter Verband.

Die IPF ist eine Vereinigung ohne Gewinnzweck. Sie setzt sich aus angegliederten nationalen Verbänden zusammen, die den Kraftdreikampfsport auf Grundlage eines einzigen nationalen Verbandes pro Land verwalten.

1.2 Zweck und Zielsetzung

1.2.1 Alle im Kraftdreikampfbereich tätigen, mitgliedschaftsfähigen Vereine, Organisationen oder anderen Gruppen in aller Welt in einem Dachverband vereinen.

1.2.2 Einheitliche Wettkampfbregeln aufstellen.

1.2.3 Ein System zur Anerkennung und offiziellen Bestätigung von Rekorden pflegen.

1.2.4 Mit Verbandsmitgliedern besetzte administrative und technische Ausschüsse einrichten.

1.2.5 Regeln für die Verwaltung des Kraftdreikampfsports auf internationaler Ebene aufstellen, definieren und durchsetzen.

1.2.6 Dopingfreien Kraftdreikampf fördern, stärken und unterstützen.

1.2.7 Offizielle Mitteilungen und/oder Veröffentlichungen aus dem Kraftdreikampfsport veröffentlichen.

1.2.8 Weitere nationale Verbandsmitglieder (Länder) rekrutieren.

1.2.9 Internationale Entwicklungsprogramme und Wettkämpfe fördern, sanktionieren und überwachen, einschließlich Weltmeisterschaften und Einzeldisziplinwettkämpfen.

1.2.10 Einen IPF-Kongress aus angesehenen internationalen Vertretern abhalten.

1.2.11 Den Kraftdreikampfsport an sich fördern und auf dessen Anerkennung durch das Internationale Olympische Komitee (IOC) hinarbeiten.

1.2.11 Die Mitgliedschaft in der GENERAL ASSOCIATION OF INTERNATIONAL SPORTS FEDERATIONS (Allgemeine Vereinigung Internationaler Sportverbände) aufrechterhalten und an den World Games (Weltspielen) teilnehmen.

1.3 Gemeinnützigkeit

Die IPF verfolgt gemeinnützige Zwecke im Sinne dieser Ordnung in der jeweils gültigen Fassung. Die Tätigkeit der IPF ist nicht auf Gewinn ausgerichtet.

Die Mitglieder haben kein Interesse am Eigentum des Verbandes. Die Mitglieder arbeiten auf ehrenamtlicher Basis. Das Verbandsvermögen dient ausschließlich gemeinnützigen Zwecken des Sportes. Etwaige Gewinne können ausschließlich für satzungsgemäße Zwecke verwendet werden. Die Mitglieder erhalten keine Anteile an den Gewinnen.

Keine Person darf für Tätigkeiten oder Aufgaben innerhalb der IPF eine unverhältnismäßige Entschädigung erhalten.

1.4 Herkunft der Mittel

Die zum Erreichen der Verbandsaufgaben benötigten finanziellen Mittel werden aus den folgenden Quellen bezogen:

- a) Mitgliedsbeiträge der Mitgliedsverbände, Athleten und Kampfrichter
- b) Einnahmen aus Wettkämpfen
- c) Genehmigungsgebühren
- d) Spenden
- e) Sonstige Gebühren
- f) Werbeeinnahmen
- g) Einnahmen aus Internet-Pay-TV
- h) Sonstige Einnahmen

2. Emblem und Flagge.

2.1 Emblem

Das offizielle Emblem besteht aus einem länglichen, hellroten Achteck, in dem eine internationale Kraftdreikampf-Stange mit jeweils drei schwarzen Scheiben an jedem Stangenende abgebildet ist. Die weißen Buchstaben IPF stehen mittig auf und über der Stange, wobei der Buchstabe «P» um die Hälfte größer ist als die anderen beiden Buchstaben.

2.2 Flagge

2.2.1 Die Flagge der IPF ist das Emblem auf weißem Hintergrund.

2.3 Befugnis

2.3.1 Das IPF-Emblem darf nur mit Erlaubnis der IPF verwendet werden.

2.3.2 Nur die IPF darf die Herstellung von Verbandseemblemen, -abzeichen, -medaillen usw. genehmigen.

3. Allgemeine Bestimmungen.

3.1 Die IPF ist von der GENERAL ASSOCIATION OF INTERNATIONAL SPORTS FEDERATIONS (GAISF) und von der INTERNATIONAL WORLD GAMES ASSOCIATION (IWGA) anerkannt.

3.2 Die IPF folgt bei ihren Aktivitäten den olympischen Idealen und Grundsätzen. Dabei unterstützt und pflegt sie die Ideale und Ziele der olympischen Bewegung. Die IPF stimmt der Satzung und den Zielen des Internationalen Olympischen Komitees (IOC), der GENERAL ASSOCIATION OF INTERNATIONAL SPORTS FEDERATIONS (GAISF) sowie der Welt-Antidoping-Agentur (WADA) zu und erkennt diese an.

3.3 Politische und religiöse Diskussionen aller Art sind innerhalb der IPF verboten.

3.4 Die IPF unterstützt alle Initiativen von Athleten für Frieden und gegenseitiges Verständnis.

3.5 Es werden keine Unterschiede zwischen Kontinenten, Ländern oder Personen aufgrund von Rasse, Hautfarbe, Geschlecht, Religion oder Politik gemacht.

4. Offizielle Sprache der IPF.

4.1 Die offizielle Sprache der IPF ist Englisch.

4.2 Alle Veröffentlichungen und Berichte der IPF sind in englischer Sprache abgefasst. Die Sitzungen des Präsidiums und der Ausschüsse werden in englischer Sprache abgehalten.

5. Mitglieder.

5.1 Mitgliedschaft

Die IPF-Mitgliedschaft setzt sich aus nationalen Mitgliedsorganisationen zusammen, die im Bereich des Kraftdreikampfsports aktiv sind. Die IPF kann nur ein einziges Mitglied (d. h. einen einzigen Verband) aus jedem Land anerkennen.

Die Anerkennung eines Nationalverbandes erfolgt in Übereinstimmung mit der Olympischen Charta (Kapitel 3, Regel 26) und gemäß den in dieser Satzung angeführten Bestimmungen. Die IPF setzt das Nationale Olympische Komitee (NOK) des jeweiligen Landes darüber in Kenntnis.

Die der IPF angeschlossenen nationalen Verbände müssen innerhalb ihres Landes unabhängig sein. Die Mitglieder des Exekutivkomitees und der Präsident des Verbandes müssen demokratisch gewählt sein und die Staatsbürgerschaft des entsprechenden Landes besitzen.

Alle angeschlossenen Verbände und deren Mitglieder erkennen den Internationalen Sportgerichtshof (Court of Arbitration for Sport - CAS) in Lausanne als einzige externe Gerichtsbarkeit an.

Eine neue Mitgliedsnation muss zunächst ihrem Regionalverband angeschlossen sein, bevor es in die IPF aufgenommen werden kann.

Nur diejenigen Athleten, die Mitglied ihres jeweiligen nationalen Verbandes sind, können für eine Mitgliedschaft in Betracht gezogen werden.

Kategorien der IPF-Mitgliedschaft:

5.1.1 Vollmitglied

5.1.2 Vorläufiges Mitglied

Ein vorläufiges Mitglied darf nur auf Entscheidung des IPF-Präsidiums an Weltmeisterschaften teilnehmen und nur auf Entscheidung des regionalen Präsidiums - bzw. wenn es kein solches Präsidium gibt, des regionalen Vorsitzenden - an Regionalmeisterschaften.

Nach Erteilen der Genehmigung hat ein vorläufiges Mitglied alle Wettkampfrechte, aber kein Stimmrecht. Das Präsidium ist befugt, über die Höhe des vom vorläufigen Mitglied zahlbaren Jahresbeitrags zu entscheiden.

Allen Ländern, die sich für eine Mitgliedschaft bewerben, wird bei Zahlung der jährlichen Mitgliedsgebühr eine vorläufige IPF-Mitgliedschaft erteilt, vorbehaltlich der Ratifizierung auf dem nächsten Kongress.

5.2 Vertretung

Die IPF wird von einem Kongress verwaltet. Dieser besteht aus höchstens zwei Vertretern aus jedem Mitgliedsland mit einer Stimme pro Land sowie den IPF-Präsidiumsmitgliedern, die je eine Stimme haben.

Präsidiumsmitglieder haben jeweils nur eine einzige Stimme, da sie nicht zugleich ihr Land und das IPF-Präsidium vertreten können.

Die Mitgliedsgebühr, wie festgesetzt in 103.2.1 der IPF Ordnungen, muss von den Mitgliedsländern spätestens vor dem 30. September jedes Jahres bezahlt werden, um Stimmrecht am jährlichen Kongress dieses Jahres zu haben.

Auf dem Wahlkongress besitzen nur die bestehenden Mitgliedsländer bei der Wahl ein Stimmrecht, die ihre Mitgliedsgebühr im 4-Jahres-Zeitraum vor der Wahl jedes Jahr bezahlt haben. Neue Mitgliedsnationen müssen ihre Mitgliedsgebühr jährlich ab dem Jahr ihrer vorläufigen Mitgliedschaft entrichtet haben.

6. IPF-Organe.

Die IPF setzt sich aus folgenden Organen zusammen:

- Kongress
- Präsidium
- Ausschüsse

7. Kongress.

7.1 Allgemeine Bestimmungen

7.1.1 Der Kongress ist das oberste Verwaltungsorgan der IPF.

7.1.2 Der Kongress tritt jährlich einen Tag vor dem Beginn der Weltmeisterschaften Aktive (Männer und Frauen) zusammen.

7.2 Befugnisse

Der Kongress ist befugt:

7.2.1 nationale Verbandsmitgliedsanwärter (Nationen), die im Rahmen der Satzung mitgliedschaftsfähig sind, mittels einer Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen aufzunehmen;

7.2.2 die Satzung durch eine Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen und die Technischen Regeln und die Ordnungen durch eine einfache Stimmenmehrheit festzulegen und abzuändern;

7.2.3 Strafen für Verstöße gegen die Satzung oder Ordnungen zu verhängen und durchzusetzen;

7.2.4 durch eine Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder Sperren aufzuheben oder Strafen zu erlassen, die zuvor gegen eine Person oder Organisation verhängt wurden, sofern es sich bei diesen Personen oder Organisationen um IPF-Mitglieder handelt;

7.2.5 mittels einer Abstimmung mit Zweidrittelmehrheit Personen aus dem Amt zu entfernen, die durch Pflichtverletzung oder ordnungswidriges Verhalten dem Ruf des IPF geschadet oder dessen Funktion oder Weiterentwicklung in irgendeiner Weise beeinträchtigt haben;

7.2.6 die Gebühren und Beiträge der IPF festzulegen;

7.2.7 die Einkünfte, Ausgaben und das Eigentum der IPF zu kontrollieren. Insbesondere prüft der Kongress die vom Kassenwart («Treasurer») vorgelegte, geprüfte Bilanz und verabschiedet einen Haushaltsplan für das kommende Jahr;

7.2.8 den Zeitpunkt und Ort von außerordentlichen Versammlungen des Kongresses festzulegen und einzuberufen;

7.2.9 Regeln zur Verwaltung des internationalen Kraftdreikampfs festzulegen, zu definieren und durchzusetzen;

7.2.10 alle Satzungsbestimmungen zu erläutern, zu definieren und auszulegen;

7.2.11 alle vier Jahre in Olympischen Jahren Vorschläge zu Änderungen der Satzung und Ordnungen in Betracht zu ziehen und anzunehmen;

7.2.12 größere vorgeschlagene Änderungen der Technischen Regeln nur in den Olympischen Jahren zu erwägen und anzunehmen, wobei das Exekutivkomitee des Kongresses allerdings jedes Jahr ein A4-Blatt mit vorgeschlagenen Regeländerungen vorlegen kann, um die Regeln zu straffen, Widersprüche zwischen unterschiedlichen Regeln zu mindern oder Verbesserungen für die Athleten herbeizuführen;

7.2.13 die IPF-Antidoping-Richtlinien zu ratifizieren, wobei das Exekutivkomitee Ergänzungen dazu vornehmen kann;

7.2.14 alle vier Jahre die Präsidiumsmitglieder der IPF zu wählen, und zwischen diesen Wahljahren frei werdende Ämter neu zu besetzen;

7.2.15 Ständige Ausschüsse, Ad-hoc-Ausschüsse und Unterausschüsse zu bilden und deren jeweilige Vorsitzende zu wählen. Zu den ständigen Ausschüssen der IPF gehören der medizinische-, Rechts-, und Berufungsausschuss sowie das technische- und das Frauenkomitee.

7.3 Jährlicher Kongress

7.3.1 Jährlich

Sofern der Kongress keine anderweitigen Beschlüsse trifft, findet der jährliche Kongress der IPF einen Tag vor Beginn der Weltmeisterschaften Aktive (Männer und Frauen) statt.

7.3.2 Außerordentlich

Außerordentliche Versammlungen der IPF werden auf Antrag des Präsidenten oder auf schriftlichen Antrag von zwei Drittel aller IPF-Mitglieder anberaumt. Auf außerordentlichen Versammlungen kann über spezifische Angelegenheiten, mit Ausnahme von Satzungsänderungen, beraten und beschlossen werden.

7.3.3 Mitteilungen

Die Einhaltung der Fristen ist von entscheidender Bedeutung. Jede außerordentliche bzw. jährliche Versammlung der IPF muss mindestens dreißig (30) Tage im Voraus mitgeteilt werden. Der Generalsekretär sendet allen genannten Teilnehmern oder deren Mitgliedsverband eine Bekanntmachung sowie die Tagesordnung per Luftpost. Diese Auflage gilt als erfüllt, wenn die Mitteilung an die dem Generalsekretär zuletzt bekannte Anschrift versandt wurde. Die offizielle Tagesordnung des IPF-Kongresses muss allen Mitgliedern mindestens dreißig (30) Tage vor dem anberaumten Datum zugehen. Nicht auf der Tagesordnung enthaltene Punkte können auf dem Kongress nicht berücksichtigt werden.

7.3.4 Sitzungsprogramm

Auf allen jährlichen Versammlungen des IPF gilt folgendes Sitzungsprogramm:

- 1) Aufruf der Namen
- 2) Rede des Präsidenten
- 3) Protokoll des letzten Kongresses
- 4) Bericht des Kassenwarts - Bericht des Rechnungsprüfers
- 5) Bericht des Generalsekretärs
- 6) Berichte der Ausschüsse
- 7) Berichte aus den Regionen
- 8) Wahlen
- 9) Besprechung der Anträge
- 10) Neue Mitgliedschaftsanwärter
- 11) Säumige Länder
- 12) «Hall of Fame» (Ruhmeshalle)
- 13) Zukünftige Meisterschaften
- 14) Alle sonstigen Programmpunkte
- 15) Vertagung

7.3.5 Beschlussfähige Mehrheit

Auf allen Versammlungen der IPF stellen zwanzig Prozent der Vollmitgliedsländer eine beschlussfähige Mehrheit dar.

7.3.6 Verfahren

Es folgen die Verfahrensregeln für alle Versammlungen der IPF:

7.3.6.1 Die Geschäftsordnung der IPF ist das maßgebende Dokument für alle IPF-Versammlungen, sofern sie nicht im Widerspruch zu den Satzungsbestimmungen steht. Bei Widersprüchen hat die Satzung Vorrang.

7.3.6.2 Einem Antrag zur Debatte kann nur dann stattgegeben werden, wenn ein Debattenzeitpunkt von einer einfachen Mehrheit des Kongresses festgelegt wird.

7.3.6.3 Alle Änderungen der Satzung und Ordnungen müssen sämtlichen Mitgliedsnationen und dem betreffenden Ausschuss vorliegen, bevor sie auf der Jahresversammlung der IPF besprochen werden können. Änderungsvorschläge müssen dem Generalsekretär mindestens sechzig (60) Tage vor dem Datum des Kongresses vorliegen. Änderungsvorschläge können von einer Mitgliedsnation, einem Regionalverband oder dem betreffenden Ausschuss eingereicht werden. Der Generalsekretär hat all diese Änderungsanträge mindestens dreißig (30) Tage vor dem Datum des Kongresses an sämtliche Mitgliedsnationen zu versenden.

7.3.7 Vollmachten

Folgendes ist erforderlich:

7.3.7.1 Die Namen aller Kongressteilnehmer. Mitgliedsverbände können maximal zwei Vertreter entsenden, vorzugsweise ihren Präsidenten und ihren Generalsekretär. Vertreter, bei denen es sich nicht um den Präsidenten und den Generalsekretär handelt, müssen spätestens bei Eröffnung der Jahresversammlung oder außerordentlichen Versammlung eine schriftliche Vollmacht ihrer Mitgliedsnation vorlegen.

7.3.7.2 Die Nichtvorlage einer ordnungsgemäßen Befugnis bewirkt den Ausschluss von der Versammlung, sofern der Vertreter nicht von einer einfachen Mehrheit des Kongresses angenommen wird.

8. IPF-Präsidium.

8.1 Titel

Die Titel der IPF-Präsidiumsmitglieder lauten: Präsident («President»), Vizepräsident («Vice-President»), Generalsekretär («General Secretary»), Kassenwart («Treasurer») und Präsidiumsmitglieder («Board Members»). Höchstens zwei der Präsidiumsmitglieder dürfen aus demselben Land stammen. Mitglieder des Exekutivkomitees eines Regionalverbandes können nicht gleichzeitig eine offizielle Funktion als Präsident, Generalsekretär oder Kassenwart sowohl bei dem Regionalverband als auch bei der IPF innehaben. Nur gewählte Präsidiumsmitglieder eines Regionalverbandes können gleichzeitig eine offizielle Funktion bei ihrem Regionalverband sowie der IPF innehaben.

8.2 Präsidium

Das Präsidium besteht aus dem Präsidenten, Generalsekretär, Kassenwart und sechs (6) Präsidiumsmitgliedern. Die Regionen (Kontinente) bestimmen die 6 Präsidiumsmitglieder («Board Members»), und das Präsidium wählt einen von ihnen zum Vizepräsidenten. Die beschlussfähige Mehrheit liegt bei mindestens vier Mitgliedern. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

8.3 Befugnisse des Präsidiums

8.3.1 Das Präsidium ist das Verwaltungsorgan der IPF zwischen den Kongressen.

8.3.2 Er übernimmt die laufende Kontrolle der Ausgaben der IPF gemäß dem vom Kongress genehmigten Haushaltsplan.

8.3.3 Er bereitet einen Haushaltsplan für das kommende Jahr zur Vorlage an den Kongress vor.

8.3.4 Freigewordene Ämter. Bei Tod, Rücktritt oder bei Pflichtverletzung laut Empfehlung des Rechtsausschusses sind die unterschiedlichen Ämter wie folgt neu zu besetzen:

8.3.4.1 Präsident: Der Vizepräsident wird vom Präsidium berufen, das Amt des Präsidenten bis zum nächsten Kongress zu bekleiden. Bei diesem Kongress wird dann der Nachfolger des Präsidenten gewählt.

8.3.4.2 Vizepräsident: Das Präsidium bestellt einen Nachfolger, der bis zum nächsten Kongress amtiert.

8.3.4.3 Generalsekretär und Kassenwart: Das Präsidium bestellt einen Nachfolger, der bis zum nächsten Kongress amtiert.

8.3.5 Er bestellt die unter 11.1 näher beschriebenen, nicht stimmberechtigten Präsidiumsmitglieder («non-executive officers»). Das Präsidium ist ebenfalls befugt, nicht stimmberechtigte Präsidiumsmitglieder wieder aus dem Amt zu entfernen.

8.3.6 Er verwaltet den IPF-Entwicklungsfonds.

8.3.7 Alle internationalen Kraftdreikampf-Veranstaltungen festzusetzen, zu leiten und zu verwalten und deren Austragungsort zu bestimmen.

8.3.8 Er kann nach Absprache mit der Dopingkommission die IPF-Antidoping-Richtlinien ergänzen.

8.3.9 Das Präsidium bildet die in den IPF-Antidoping-Richtlinien vorgegebenen Kommissionen und Ausschüsse und benennt deren Vorsitzende und Mitglieder.

8.3.10 Das Technische Komitee kann pro Jahr ein A4-Blatt mit Regeländerungsvorschlägen vorstellen, die durch das Exekutivkomitee beschlossen und der Tagesordnung des Kongresses hinzugefügt werden können, um die Regeln zu straffen, Widersprüche zwischen unterschiedlichen Regeln zu mindern oder Verbesserungen für die Athleten herbeizuführen.

8.3.11 Das Exekutivkomitee lädt die jeweiligen Vorsitzenden der IPF-Komitees bzw. -Kommissionen zur Teilnahme an Besprechungen über Angelegenheiten ein, die in den Verantwortungsbereich des entsprechenden Komitees bzw. der entsprechenden Kommission fallen.

9. Wahl der IPF-Präsidiumsmitglieder.

9.1 Wahl

Wahlen für alle Präsidiumsmitglieder finden alle vier Jahre statt.

9.2 Amtszeit

9.2.1 Die Amtszeit für alle Präsidiumsmitglieder der IPF beträgt vier Jahre. Sie sind wieder wählbar.

9.2.2 Jemand kann durch einen beliebigen Mitgliedsverband für ein IPF-Amt nominiert werden, sofern er in seinem eigenen Mitgliedsverband einen guten Ruf genießt. Als «Mitglied guten Rufes» gilt ein Mitglied, das keine Beitragsrückstände in seinem Mitgliedsverband hat und weder von seinem Verband noch von der IPF suspendiert wurde.

10. Nicht stimmberechtigte Präsidiumsmitglieder.

10.1 Titel

Die Titel der nicht stimmberechtigten Präsidiumsmitglieder lauten: Meisterschaftssekretär («Championship Secretary»), Rechnungsprüfer («Auditor»), Redakteur des Mitteilungsblattes («Newsletter Editor»), Medienbeauftragter («Media Officer»), Internet-Beauftragter («Internet Officer»), Rekordbeauftragter («Records Registrar»), Kampfrichterbeauftragter («Referee's Registrar»).

10.2 Berufung und Befugnisse

Das Präsidium bestellt die nicht stimmberechtigten Präsidiumsmitglieder. Auf Einladung des Präsidenten können sie an Präsidiumssitzungen teilnehmen, allerdings ohne Stimmrecht. Ihr Mitspracherecht beschränkt sich auf die mit ihren jeweiligen Ämtern verbundenen Angelegenheiten.

11. Ausschüsse und Kommissionen.

11.1 Allgemeine Bestimmungen

Jeder Ausschuss besteht aus einem vom Präsidium gewählten Vorsitzenden und höchstens sechs (6) Mitgliedern (ausgenommen Technisches Komitee mit höchstens 10 Mitgliedern) aus unterschiedlichen Ländern, die vom Präsidium in Absprache mit dem Ausschussvorsitzenden bestellt werden.

11.2 Medizinischer Ausschuss

11.2.1 Alle Entscheidungen des Ausschusses bedürfen der Genehmigung durch den Kongress. Jedoch stellen Entscheidungen des Ausschusses, die gemäß Absatz 4.4 der IPF-Antidoping-Richtlinien im Verantwortungsbereich des Medizinischen Ausschusses liegen, die endgültigen Entscheidungen der IPF dar. Dazu gehört:

11.2.1.1 über Anträge auf Medizinische Ausnahmegenehmigungen (Therapeutic Use Exemption - TUE) internationaler Spitzenathleten (International Level Athletes) zu entscheiden;

11.2.1.2 ein Verzeichnis über Anträge auf Medizinische Ausnahmegenehmigungen und der jeweiligen Entscheidungen darüber zu erstellen und zu aktualisieren;

11.2.1.3 Alle Mitglieder des Medizinischen Ausschusses sowie alle beteiligten IPF-Funktionäre führen ihre Aktivitäten in Bezug auf Medizinische Ausnahmegenehmigungen unter Einhaltung strengster Vertraulichkeit durch und unterzeichnen gemäß Artikel 5.0 des Internationalen Standards für Medizinische Ausnahmegenehmigungen der WADA Verschwiegenheitserklärungen

11.2.1.4 Anpassung der Anmeldeformulare für Medizinische Ausnahmegenehmigungen der WADA an die PF-Bedürfnisse und Bereitstellung dieser Formulare auf der IPF-Webseite.

11.2.2 Schutz der Gesundheit der Athleten.

11.2.3 Berät die Veranstalter von Weltmeisterschaften in Angelegenheiten wie medizinische Voraussetzungen, Hygienebedingungen und Ernährung der Wettkämpfer.

11.2.4 Bestellt einen oder mehrere diensthabende Ärzte für jeden Meisterschaftstag. Zu den spezifischen Aufgaben des Arztes/der Ärzte gehört Folgendes:

11.2.4.1 Während jeder Wiegeperiode zur Verfügung zu stehen.

11.2.4.2 Das Anlegen von Bandagen und Pflastern gemäß den IPF-Regeln überwachen und die Jury über derartige Behandlungen informieren.

11.2.4.3 Eine Verbindung zu örtlichen medizinischen Einrichtungen und Ärzten herstellen, um in Notfällen gegebenenfalls Zugriff auf medizinische Behandlung, Transport- und Krankenwagendienste zu haben.

11.2.4.4 Der diensthabende Arzt muss zu Beginn jedes Wettkampfes zusammen mit den Kampfrichtern und den Sportlern anwesend sein.

11.2.4.5 Der diensthabende Arzt kann am Dopingkontrollverfahren teilnehmen.

11.2.5 Sportmedizinische Forschungsarbeiten ausführen und sportmedizinisches Informationsmaterial sammeln. Dieses Material wird nach dessen Genehmigung an Mitgliedsländer verteilt.

11.2.6 Führt spezifische Studien in Zusammenhang mit Sportverletzungen, Behandlungen und Verletzungsverhütung aus.

11.2.7 Beantragt Mitgliedschaft in internationalen sportmedizinischen Verbänden und hält diese Mitgliedschaft kontinuierlich aufrecht.

11.2.8 Führt alle erforderlichen Forschungsarbeiten aus, um angemessene Körpergewichtsklassen für Kraftdreikampfwettkämpfe aufzustellen und zu überprüfen.

11.2.9 Führt alle erforderlichen Forschungsarbeiten aus, um angemessene Dopingkontrollverfahren festzulegen und zu überprüfen, um so die Integrität von Kraftdreikampfwettkämpfen und -rekorden zu gewährleisten

11.3 Rechtsausschuss

11.3.1 Disziplinarverfahren

Folgende Bestimmungen gelten für Disziplinarverfahren.

11.3.1.1 Disziplinarverfahren

Der Rechtsausschuss untersucht Fälle, in denen ein Mitgliedsverband, ein Athlet oder ein Funktionär eines der folgenden Vergehen beschuldigt wird:

- I) die IPF oder den Kraftdreikampfsport in Verruf zu bringen.
- II) in einer Art und Weise zu agieren, die den Interessen des IPF schadet.
- III) gegen die Bestimmungen der Satzung oder Ordnungen zu verstoßen.
- IV) gegen die Regeln oder Vorschriften zu verstoßen, die für annehmbares Verhalten von IPF-Mitgliedern gelten.

Im Anschluss an eine derartige Untersuchung kann der Ausschuss eine angemessene Strafe verhängen.

11.3.1.2 Vertretung

Das Land, der betroffene Sportler oder Funktionär hat die Möglichkeit, sich vor dem Rechtsausschuss von einer ordnungsgemäß befugten Person, z. B. einem Rechtsanwalt, vertreten zu lassen. Die Kosten für diesen Vertreter sind vom Land, dem Sportler oder Funktionär selbst zu tragen, ungeachtet des Ausgangs des Verfahrens.

11.3.2 Aufgaben

Der Rechtsausschuss (RA) hat die Aufgabe, Disziplinarfälle innerhalb der IPF zu prüfen und zu entscheiden. Der vom Präsidium bevollmächtigte Generalsekretär leitet alle derartigen Fälle an den RA weiter. Disziplinarfälle können dem RA auch von einem Mitgliedsverband eingereicht werden. Der RA trägt alle zur Bearbeitung des Falls erforderlichen relevanten Informationen zusammen, wie in den diversen Teilen der Satzung und der Ordnungen vorgesehen. Alle vertraulichen Informationen sind innerhalb der betroffenen Parteien entsprechend zu behandeln.

Der Rechtsausschuss besteht aus dem vom Präsidium gewählten Vorsitzenden und zwei (2) weiteren, vom Exekutivkomitee ernannten Mitgliedern.

Der Rechtsausschuss muss über alle Strafmaßnahmen mit Ausnahme von Dopingfällen entscheiden. Der Aufgabenbereich des RA in Bezug auf das Verfahren für Ergebnismanagement (Result Management Procedure) bei dopingrelevanten Fällen ergibt sich aus Artikel 7 der IPF-Antidoping-Richtlinien.

11.4 Berufungsausschuss

11.4.1 Berufungsverfahren

Der Berufungsausschuss nimmt alle Dokumente in Zusammenhang mit einem Einspruch entgegen, ausgenommen Einsprüche gegen dopingrelevante Entscheidungen. Entscheidungen im Zusammenhang mit den IPF-Antidoping-Richtlinien können ausschließlich beim Internationalen Sportgerichtshof CAS in Lausanne und unter Einhaltung der dafür maßgeblichen Vorschriften vorgenommen werden (siehe Artikel 13 der IPF-Antidoping-Richtlinien).

Einsprüche, die nicht vor dem CAS vorgebracht werden, müssen beim Vorsitzenden des Berufungsausschusses binnen eines Monats nach schriftlicher Zustellung der Entscheidung, auf die sich der Einspruch bezieht, eingelegt werden. Eine Kopie des Einspruchs ist an den Generalsekretär zu senden.

Der Berufungsausschuss muss binnen einem Monat nach Eingang aller diesbezüglichen Unterlagen die Angelegenheit untersuchen und prüfen und über eine angemessene Strafe befinden.

Beim Berufungsausschuss eingelegte Einsprüche und vor dem Kongress gestellte Einsprüche müssen jeweils von einer Zahlung laut Ordnung 103.2.9 begleitet sein. Ist der Einspruch erfolgreich, können keine finanziellen Forderungen oder anderen Schadenersatzansprüche gegen den IPF gestellt werden. Nach erfolgreichen Einsprüchen wird die für das Einspruchsverfahren gezahlte Gebühr zurückerstattet.

Vor dem Kongress kann Einspruch gegen Entscheidungen des Berufungsausschusses eingelegt werden. Dieser Einspruch muss binnen eines Monats nach der schriftlichen Entscheidung des Berufungsausschusses und spätestens sechs Wochen vor dem Datum des Kongresses erhoben werden. Der Einspruch ist beim Generalsekretär einzulegen, der ihn daraufhin in die auf dem Kongress besprochene Tagesordnung aufnimmt.

Innerhalb eines Monats nach der Entscheidung des Kongresses über einen Einspruch besteht ein letztes Einspruchsrecht vor dem CAS in Lausanne / Schweiz.

Der Berufungsausschuss kann nach alleinigem Ermessen die in diesem Unterabsatz angegebenen Fristen aufheben oder abändern.

11.4.2 Aufgaben

Der Berufungsausschuss besteht aus einem vom Präsidium gewählten Vorsitzenden und vier (4) Mitgliedern. Die Mitglieder dürfen nicht gleichzeitig auch Mitglieder des Rechtsausschusses sein.

Die Aufgaben werden in der IPF-Satzung Unterabsatz 11.4.1 «Berufungsverfahren» beschrieben.

Nach Untersuchung aller Fakten und Unterlagen trifft der Ausschuss seine Entscheidung und sendet diese an das IPF-Präsidium und der betreffende Mitgliedsverband.

11.5 Satzungs- und Ordnungsausschuss

11.5.1 Nimmt Vorschläge in Zusammenhang mit der IPF-Satzung und Ordnungen von den Mitgliedsländern innerhalb der ordnungsgemäßen Fristen entgegen, wertet diese Vorschläge entsprechend aus und schlägt dem IPF-Exekutivkomitee alternative Vorgehensweisen vor.

11.5.2 Dient als Dachausschuss bei weiteren Änderungen der Satzung und Ordnungen.

11.5.3 Ist für das Aktualisieren der Satzung und Ordnungen verantwortlich.

11.5.4 Prüft die Satzungen neuer Bewerberländer und erstattet dem Generalsekretär Bericht über die Ergebnisse.

11.6 Dopingkommission

Die Dopingkommission ist für die Überwachung aller von der IPF durchgeführten Dopingkontrollen verantwortlich. Diese können entweder von Mitgliedern der IPF-Dopingkommission oder von anderen qualifizierten und von der IPF dafür autorisierten Personen durchgeführt werden.

11.6.1 Die Dopingkommission besteht aus einem Vorsitzenden sowie aus mindestens vier und höchstens fünf anderen, vom Exekutivkomitee gewählten Mitgliedern mit Erfahrung im Bereich Antidoping.

11.6.2 Die Dopingkommission führt bei allen TPF-Weltmeisterschaften sowie bei allen anderen internationalen Meisterschaften, die nach IPF-Regeln durchgeführt werden, Dopingkontrollen durch sowie koordiniert und überwacht diese. Ebenfalls gilt dies für von der IPF initiierte Kontrollen außerhalb des Wettkampfes (Out-of-Competition Doping Control Sessions). Die Hauptaufgaben der Dopingkommission sind:

- a) ein detailliertes System bezüglich der Probenentnahme aufbauen und unterhalten;
- b) Kriterien darüber aufstellen, wer bei einer Probenentnahme anwesend sein darf;
- c) mit den Veranstaltern der Weltmeisterschaft und anderen internationalen Meisterschaften, die nach IPF-Regeln durchgeführt werden, durch Vorbereitung der Probenentnahme zusammenarbeiten;
- d) sicherstellen, dass die Doping-Kontrollstation den unter Punkt 6.3.2 des Internationalen Standards für Tests genannten Mindestanforderungen entspricht;
- e) Personal für die Probenentnahme und deren Assistenten bestimmen bzw. Abkommen mit Antidoping-Agenturen zur Durchführung der Probenentnahme bei allen IPF-Weltmeisterschaften und anderen internationalen Wettkämpfen, die nach IPF-Regeln durchgeführt werden, schließen;
- f) Personal für die Probenentnahme und deren Assistenten bestimmen bzw. Abkommen mit Antidoping-Agenturen zur Durchführung der Probenentnahme bei Kontrollen außerhalb des Wettkampfes schließen;
- g) die Doping-Kontrollstationen mit geeigneter Ausrüstung zur Probenentnahme und den entsprechenden Dokumenten bestücken bzw. sicherstellen, dass die ernannten Doping-Kontroll-Offiziere (DCO) mit den entsprechenden Proben-Kits und Dokumenten ausgestattet sind;
- h) sicherstellen, dass die verwendete Ausrüstung zur Probenentnahme die unter Punkt 6.3.4 des Internationalen Standards für Tests beschriebenen Mindestanforderungen erfüllt;
- i) sicherstellen, dass das Vorgehen bei der Probenentnahme, der Umgang mit den Proben nach der Probenentnahme, der Transport der Proben sowie die Dokumentation im Wesentlichen mit den Anforderungen der unter den Punkten 7.0 bis 9.3.6 des Internationalen Standards für Tests übereinstimmt.

11.6.3 Die Dopingkommission überprüft und überwacht überdies die Kriterien für die Aufnahme in einen registrierten Testpool; und

11.6.4 sammelt, unterhält und überwacht ausreichende Informationen über den Aufenthaltsort der Athleten;

11.6.5 entwickelt und dokumentiert eine Testplanung;

11.6.6 wählt Athleten für Kontrollen außerhalb des Wettkampfes aus;

11.6.7 meldet alle an Athleten aus dem registrierten Testpool der IPF während und außerhalb des Wettkampfes durchgeführten Kontrollen unmittelbar danach der Clearingstelle der WADA.

11.7 Dopinganhörungsausschuss (Doping Hearing Panel)

11.7.1 Der Dopinganhörungsausschuss besteht aus einem Vorsitzenden und vier weiteren Fachleuten mit Erfahrung im Bereich Antidoping. Jedes Ausschussmitglied ist ansonsten unabhängig von der IPF. Jedes Mitglied wirkt für vier Jahre im Ausschuss.

11.7.2 Wie in Artikel 8 der IPF-Antidoping-Richtlinien festgelegt, setzt der Ausschuss Anhörungen fest und führt diese durch. Dabei trifft er Entscheidungen, wenn es gemäß den in Artikel 7 der IPF-Antidoping-Richtlinien beschriebenen Verfahren für Ergebnismanagement (Result Management Procedure) Anzeichen dafür gibt, dass die IPF-Antidoping-Richtlinien bei oder im Zusammenhang mit einer internationalen Veranstaltung bzw. bei von der IPF oder WADA bei internationalen Spitzenathleten veranlassten Kontrollen außerhalb des Wettkampfes verletzt wurden.

12. Regionalverbände.

12.1 Regionalverbände

Die IPF erkennt sechs (6) Regionalverbände (Afrika, Asien, Europa, Ozeanien, Nordamerika und Südamerika) an. Diese unterliegen den nachfolgenden Bedingungen:

12.1.1 Jede Region wählt einen Offiziellen, der als IPF-Präsidiumsmitglied für diese Region fungiert. Solch eine Nominierung tritt nur in Kraft, wenn der IPF-Kongress sie ratifiziert.

12.1.2 Nationale Verbände müssen dem entsprechenden Regionalverband (sofern vorhanden) sowie dem IPF beitreten.

12.1.3 Die Satzung und Regeln müssen dem Generalsekretär eingereicht werden und, wo zutreffend, allen IPF-Statuten und Regeln entsprechen.

12.1.4 Die Meisterschaften müssen in voller Übereinstimmung mit den technischen Regeln der IPF ausgetragen werden.

12.1.5 Sie können nur Wettkampfulassungen für ihre eigenen Regionalmeisterschaften erteilen.

12.1.6 Bei Regionalmeisterschaften sind die Regionalverbände mit Ausnahme von Dopingvergehen befugt, Athleten oder Funktionäre zu suspendieren und Disziplinarmaßnahmen gegen sie zu ergreifen. Diese Maßnahmen müssen sie der IPF melden, der die Disziplinarmaßnahmen wiederum weltweit ausweiten kann. Regionalverbände können keinen Mitgliedsverband ausschließen, können eine derartige Maßnahme jedoch der IPF vorschlagen.

12.1.7 Regionalverbände müssen die Anti-Doping-Richtlinien der IPF durchsetzen und Dopingkontrollen müssen bei allen Regionalmeisterschaften in völliger Übereinstimmung mit den IPF-Antidoping-Richtlinien durchgeführt werden.

12.1.8 Mitgliedsverbände aus Commonwealth-Ländern können einen IPF-Unterverband gründen, um den Wettbewerb innerhalb des Commonwealth anzuregen.

12.1.9 Die IPF darf sich nicht in nationale Belange einmischen, es sei denn die Technischen Regeln, Satzung und Ordnungen der IPF werden nicht eingehalten.

13. Mitgliedsbeiträge und Gebühren.

13.1 Mitgliedsbeitrag

Der Kongress legt von Zeit zu Zeit die Höhe des an die IPF zahlbaren, jährlichen Mitgliedsbeitrags fest. Der Mitgliedsbeitrag ist spätestens vor dem 30. September jedes Jahres zahlbar. Bei Zahlungseingang wird vom Kassenwart ein Mitgliedschaftszertifikat ausgestellt. Ein Land, das seinen Mitgliedschaftsbeitrag für das laufende Jahr nicht entrichtet hat, kann nicht an den PF-Versammlungen teilnehmen und hat kein Stimmrecht. Die Athleten dieser Mitgliedsnation können weder an Wettkämpfen oder Versammlungen teilnehmen, die unter IPF-Regeln veranstaltet werden, noch können ihre Rekorde anerkannt werden. Eine Mahnung wird an jeden Mitgliedsverband geschickt, der seinen Mitgliedsbeitrag bis Ende Januar nicht entrichtet hat.

13.2 Gebühr für das Ausrichten eines internationalen Wettkampfes

Ein Nationalverband, der einen internationalen Wettkampf ausrichtet, muss der IPF eine Gebühr zahlen, deren Höhe in den Ordnungen aufgeführt ist.

13.3 Genehmigung für das Ausrichten eines internationalen Wettkampfs

Nach Zahlung der entsprechenden Gebühr stellt der Generalsekretär dem ausrichtenden Nationalverband eine Zulassung für den internationalen Wettkampf aus. Eine zusätzliche Bedingung für die Erteilung einer Zulassung ist, dass auf dem internationalen Wettbewerb Dopingkontrollen gemäß den IPF-Regeln durchgeführt werden müssen. Es müssen Einrichtungen zur Verfügung gestellt werden, in denen Dopingkontrollen durchgeführt werden können. Hierbei muss es sich um separate Einrichtungen oder Räume handeln, die nicht zu anderen Zwecken benutzt werden.

Es können sich ausschließlich Mitgliedsverbände für die Genehmigung für die Ausrichtung eines internationalen Wettkampfes bewerben.

13.4 Teilnahme an einem Wettkampf ohne Genehmigung

Kein Nationalverband darf an einem Wettkampf teilnehmen, für den keine Zulassung erteilt wurde.

14. Disziplinarmaßnahmen und Strafen.

14.1 Nichtbeantragung einer Wettkampfulassung

Nationalverbände, die die erforderliche IPF-Zulassung für einen internationalen Wettkampf nicht einholen und die entsprechende Gebühr nicht zahlen, wird eine zusätzliche Geldstrafe in Höhe von EUR 200 auferlegt. Der Generalsekretär schickt ihnen ein Warnschreiben. Werden die Gebühr und die Geldstrafe nicht binnen dreißig (30) Tagen nach Versand der Warnung gezahlt, wird der Mitgliedsverband so lange suspendiert, bis der Gesamtbetrag entrichtet wurde. Genehmigungsgebühren für Weltmeisterschaften müssen zum Zeitpunkt der Bewerbung für die Veranstaltung gezahlt werden.

14.2 Nichtzahlung der jährlichen Mitgliedschaftsgebühr

Ein Mitgliedsverband, der seinen jährlichen Mitgliedsbeitrag trotz Erhalt einer Mahnung nicht bis spätestens 30. September gezahlt hat, wird von der IPF-Mitgliedschaft ausgeschlossen.

14.3 Nichterfüllung von Wettkampfvereinbarungen

Wenn eine Mitgliedsnation eine Wettkampfverpflichtung nicht erfüllt, die er mit einem oder mehreren anderen Ländern eingegangen ist, kann der Rechtsausschuss bei Meinungsverschiedenheit zwischen den Parteien eine Entscheidung treffen oder Geldstrafen verhängen, wenn die IPF-Satzung oder -Regeln missachtet wurden.

14.4 Melden von Verstößen bei internationalen Wettkämpfen

Wenn ein Athlet oder Funktionär während eines internationalen Wettbewerbs in einem anderen Land einen Verstoß jedweder Art begeht, muss die ausrichtende Mitgliedsnation einen detaillierten Bericht an den IPF-Generalsekretär senden. Dieser informiert daraufhin den Rechtsausschuss, der dann die entsprechende Strafe verhängt. Die ausrichtende Mitgliedsnation kann keine Strafen gegen Athleten oder Funktionäre aus anderen Mitgliedsnationen verhängen.

14.5 Suspendierung von Verbänden wegen Verstößen gegen die Satzung/Ordnungen

Der PF angeschlossene Nationalverbände, die gegen die Satzung oder Regeln der IPF verstoßen, werden auf Empfehlung des Rechtsausschusses für einen vom Kongress zu entscheidenden Zeitraum suspendiert.

14.6 Anhörung vor Verhängung der Strafe

Nationalverbände, Athleten und Funktionäre, die eines Regelverstoßes beschuldigt werden, haben das Recht, in ihrem Fall angehört zu werden, bevor die entsprechende Instanz über die zu verhängende Strafe entscheidet.

14.7 Verfahren zum Einreichen von Beschwerden gegen Personen

Ist ein Athlet oder Funktionär der Meinung, dass ihm Unrecht getan wurde, hat er das Recht, eine schriftliche Beschwerde mit Angabe seiner Beschwerdegründe einzureichen. Dies muss über seinen Nationalverband erfolgen. Ist eine weitere Person betroffen, muss diese, sofern möglich, angehört werden. Wird die Beschwerde nicht an den veranstaltenden Nationalverband gerichtet, kann sie vor Wettkampfbeginn an die Jury gerichtet werden. Sie muss sofort geprüft und wenn möglich entschieden werden.

Eine Kopie der Beschwerde und die Entscheidung der Jury müssen schriftlich niedergelegt und an den Rechtsausschuss geschickt werden.

14.8 Teilnahme von ausländischen Athleten an nationalen Wettkämpfen

Ein im Ausland lebender Athlet darf nur dann an Wettkämpfen in diesem Land teilnehmen, wenn er schriftlich belegen kann, dass sein Nationalverband zur Teilnahme am betreffenden Wettbewerb berechtigt ist. Dieser Beleg ist von seinem eigenen Nationalverband zur Verfügung zu stellen.

14.9 Teilnahme an Nicht-IFP-Wettkämpfen

Athleten, Trainer, Kampfrichter oder Offizielle, die bei solchen internationalen Kraftdreikampf- oder Bankdrückmeisterschaften antreten oder teilnehmen, die nicht von der IPF organisiert, sanktioniert oder genehmigt sind, werden für einen Zeitraum von 12 Monaten ab Datum des Nicht-IPF-Wettkampfes von der Teilnahme an PF-Welt- und Regionalmeisterschaften ausgeschlossen.

14.10 Sonstige Gründe für Sperren/Ausschlüsse: Unehrenhaftes Verhalten, Nichtteilnahme, «Wettkämpfe schmeißen»

Folgende Athleten können gesperrt oder ausgeschlossen werden:

14.10.1 Ein ordnungsgemäß für einen Wettbewerb angemeldeter Athlet, der ohne annehmbare Gründe nicht teilnimmt.

14.10.2 Ein Athlet, der gegen die Regeln seines Nationalverbandes verstoßen oder sich ungehorsam gegenüber seinem Nationalverband oder gegenüber Funktionären bei der Ausübung deren Amtes gezeigt hat.

14.10.3 Ein Athlet, der für schuldig befunden wurde, eine Vereinbarung zur Veränderung seiner Bestleistung getroffen zu haben.

14.10.4 Ein Athlet, der Kampfrichter oder andere Funktionäre bei der Ausübung ihrer Pflicht mit Worten oder Gesten bedroht hat.

14.10.5 Ein Athlet, der ohne Genehmigung seines Nationalverbandes an einem Wettkampf mit anderen Ländern teilnimmt.

Strafen

Bis zu 6 Monate Sperre für den ersten Verstoß.

Bis zu 12 Monate Sperre für den zweiten Verstoß und eine Geldstrafe von maximal EUR 250,-.

14.11 Vergehen gegen Personen während Meisterschaften, Aufgaben der Jury

Werden Athleten oder Funktionäre während einer Meisterschaft fälschlicherweise der Unehrenhaftigkeit oder Unehrlichkeit bezichtigt, entscheidet die Jury so schnell wie möglich über dieses und ähnliche Vergehen (siehe Satzungsartikel 14.12 und 14.15).

Strafen

Erstes kleineres Vergehen: bis zu 6 Monate Sperre.

Zweites kleineres Vergehen: bis zu 12 Monate Sperren und eine Geldstrafe von maximal EUR 250,-.

Erstes ernsthaftes Vergehen: bis zu 12 Monate Sperre.

Zweites ernsthaftes Vergehen: bis zu 12 Monate Sperre und eine Geldstrafe von maximal EUR 500,-.

14.12 Ad-Hoc-Jury als Rechtsorgan

In Abwesenheit einer Jury kann eine Ad-hoc-Jury einen Athleten oder Funktionär wegen Fehlverhalten von einem Wettkampf ausschließen. In diesem Fall muss die Jury oder Ad-hoc-Jury den Nationalverband des Athleten oder Funktionärs informieren, der dann entscheidet, welche Strafe gegen die betreffende Person zu verhängen ist.

In Abwesenheit einer Jury muss der IPF-Funktionär, der als offizieller Vertreter der IPF auf der betreffenden Meisterschaft fungiert, eine Ad-hoc-Jury einrichten. Die Entscheidungen dieser Jury müssen an den Rechtsausschuss weitergeleitet werden.

14.13 Strafe für Schädigung des guten Rufes des Sports

Ein Mitglied eines angegliederten Nationalverbandes, das für schuldig befunden wird, den Sport durch seine Kommentare, veröffentlichte Artikel oder Fernseh- oder Radiosendungen in Misskredit zu bringen, kann aufgefordert werden, vor dem Rechtsausschuss zu erscheinen. Sollte der Ausschuss der Meinung sein, dass ein echtes Vergehen vorliegt, legt er die Sache dem Kongress mit einer Empfehlung für entsprechende Strafen vor.

14.14 Verantwortung für die Zahlung von Geldstrafen

Die betroffenen Mitgliedsverbände sind für die Zahlung aller vom Rechtsausschuss auferlegten Geldstrafen verantwortlich.

14.15 Einschränkungen der Rolle der Jury in Rechtsfällen

Die Jury hat das Recht, als Rechtsausschuss zu agieren, jedoch nur in Fällen, die mit der Meisterschaft verbunden sind und einer umgehenden Entscheidung bedürfen. Die Entscheidung der Jury ist für die betreffende Meisterschaft endgültig. Der Präsident der Jury muss eine Kopie aller Entscheidungen mit allen zugehörigen Dokumenten an den Rechtsausschuss senden, der daraufhin die Maßnahmen der Jury überprüft.

14.16 Sanktionen und Strafen bei Verstößen gegen die Dopingbestimmungen

14.16.1 Im Falle eines Verstoßes gegen die IPF-Antidoping-Richtlinien wird der Athlet bzw. andere beteiligte Personen mit einer in Artikel 10 der IPF-Antidoping-Richtlinien festgelegten, angemessenen Sperre belegt. Darüber hinaus können die in den Artikeln 9 und 10 der IPF-Antidoping-Richtlinien festgelegten Strafen ausgesprochen werden.

14.16.2 Mannschaftsstrafen werden gemäß Artikel 11 der IPF-Antidoping-Richtlinien ausgesprochen.

14.16.3 Gegen Nationalverbände ausgesprochene Sanktionen und deren Kosten erfolgen gemäß Artikel 12 der IPF-Antidoping-Richtlinien.

14.17 Rücktritt eines Veranstalters

Wenn einem Veranstalter und einem Nationalverband die Genehmigung erteilt wurde, eine Weltmeisterschaft oder einen Weltcup auszurichten und diese anschließend von ihrer Verpflichtung zur Ausrichtung dieser Meisterschaften zurücktreten, wird eine Geldstrafe erhoben, die vom Mitgliedsverband an die IPF zahlbar ist. Geldstrafen werden entsprechend der Frist festgesetzt, in welcher der Veranstalter sich zurückzieht, und zwar:

14.17.1 erfolgt der Rücktritt 6-12 Monate vor dem geplanten Meisterschaftsdatum, entspricht die zahlbare Geldstrafe der Meisterschaftsgebühr (siehe Ordnung 103.2).

14.17.2 erfolgt der Rücktritt 3-6 Monate vor dem geplanten Meisterschaftsdatum, entspricht die zahlbare Geldstrafe der doppelten Meisterschaftsgebühr (siehe Ordnung 103.2).

14.17.3 erfolgt der Rücktritt weniger als 3 Monate vor dem geplanten Meisterschaftsdatum, entspricht die zahlbare Geldstrafe der dreifachen Meisterschaftsgebühr (siehe Ordnung 103.2). Strafen umfassen ebenfalls alle belegten Verluste (z. B. stornierte Flugtickets) der nominierten Teilnehmer (Athleten und Funktionäre). Die obigen Strafen gelten nicht, wenn der Grund für den Rücktritt auf nicht vorhersehbare, verheerende Umstände zurückzuführen ist, die potenzielle Teilnehmer in Gefahr bringen könnten (z. B. Naturkatastrophen, politische Krisen, Kriegsausbruch usw.).

14.18 Definition von «Funktionär»

Der Begriff «Funktionär» in diesem Artikel umfasst alle Personen, die in den Technischen Regeln des IPF als Funktionäre beschrieben werden oder die vom Veranstaltungskomitee einer Meisterschaft ernannt werden, um während der gesamten oder einem Teil der Meisterschaft ein offizielles Amt auszuüben.

15. IPF-Antidoping-Richtlinien.

15.1 Geltungsbereich der IPF-Antidoping-Richtlinien

Die IPF-Antidoping-Richtlinien gelten innerhalb der IPF, für jeden Mitgliedsverband der IPF und für jeden Teilnehmer an den Aktivitäten der IPF oder eines seiner Mitgliedsverbände kraft seiner Mitgliedschaft, Akkreditierung oder Teilnahme in der IPF, einem Mitgliedsverband der IPF bzw. deren Aktivitäten und Veranstaltungen.

Um an internationalen Veranstaltungen teilnehmen zu können, muss ein Athlet registriertes Mitglied seines Nationalverbandes sein und muss das Einverständniserklärungsformular beim Abwiegen vor dem Wettkampf den IPF-Offiziellen übergeben. Das Formular ist als Anhang 2 in den IPF-Antidoping-Richtlinien zu finden und muss vom Athleten persönlich unterschrieben werden. Das Formular minderjähriger Athleten muss zudem von deren Erziehungsberechtigten unterschrieben werden.

Es liegt in der Verantwortung jedes einzelnen Nationalverbandes sicherzustellen, dass sämtliche Dopingkontrollen seiner Nationalmannschaftskader auf nationaler Ebene gemäß den IPF-Antidoping-Richtlinien erfolgen. In einigen Fällen führt der Nationalverband die Dopingkontrolle wie in den IPF-Antidoping-Richtlinien beschrieben selbst durch. In anderen Ländern wurde ein Großteil der Verantwortung für Dopingkontrollen der Nationalverbände per Gesetz nationalen Anti-Doping-Organisationen übertragen. In diesen Ländern gelten, falls zutreffend, die den Nationalverbänden in den IPF-Antidoping-Richtlinien gegebenen Hinweise und Empfehlungen für die nationalen Anti-Doping-Organisationen.

Die IPF-Antidoping-Richtlinien gelten für alle Dopingkontrollen, die im Zuständigkeitsbereich der IPF und seiner Nationalverbände liegen.

16. Handelsbeschränkungen. Der Präsident, die Präsidiumsmitglieder, der Generalsekretär, der Kassenwart, der Rechnungsprüfer und alle Ausschussvorsitzenden sowie deren Ehepartner, Lebensgefährten, Geschwister, Eltern und Kinder dürfen nicht mit Kraftdreikampfausrüstung handeln oder Kraftdreikampfausrüstung liefern.

17. Freiwillige Auflösung des Verbandes. Die Auflösung der IPF ist nur durch Beschluss eines Kongresses möglich. Ein entsprechender Antrag ist mit schriftlicher Begründung an das Präsidium einzureichen, der ihn nach Behandlung auf die Tagesordnung des nächsten Kongresses setzt.

Zur Gültigkeit des Auflösungsbeschlusses ist eine Mehrheit von drei Vierteln aller abgegebenen gültigen Stimmen erforderlich.

Im Falle einer Auflösung der IPF muss der Kongress auch - sofern Verbandsvermögen vorhanden ist - einen Beschluss darüber fassen, wem nach Abdeckung der Passiva dieses verbleibende Vermögen zu übertragen ist. Dieses Vermögen soll, soweit dies möglich und erlaubt ist, einer Organisation zufallen, die gleiche oder ähnliche Zwecke wie die IPF verfolgt, oder einem guten Zweck zur Verfügung gestellt werden.

Ordnungen des internationalen Kraftdreikampfverbandes INTERNATIONAL POWERLIFTING FEDERATION (IPF)

Terminologie

Sofern keine ausdrücklich anderslautenden Angaben gemacht werden, stehen Begriffe wie «Kongress», «Präsident», «Technisches Komitee» für «IPF-Kongress», «IPF-Präsident», «Technisches Komitee von IPF» usw.

Sofern keine ausdrücklich anderslautenden Angaben gemacht werden, beziehen sich Ausdrücke wie «ihm», «seine» und «Vorsitzender» auf Personen beiderlei Geschlechts.

101. Der Kongress.

101.1 Der Kongress kann öffentlich sein.

Der Kongress kann öffentlich stattfinden, sofern ausreichend Platz vorhanden ist.

101.2 Teilnahme externer Parteien am Kongress

Der Präsident kann externe Personen zur Teilnahme am Kongress einladen.

101.3 Kongressprogramm betrifft Satzung

Gegebenenfalls muss der Kongress jedes vierte Jahr, angefangen im Jahr 1998, die Satzung, Ordnungen und deren Anhänge neu überprüfen.

101.4 Kongressprogramm betrifft Technische Regeln

Gegebenenfalls muss der Kongress jedes vierte Jahr, angefangen im Jahr 2006, die Technischen Regeln neu überprüfen.

101.5 World Games und General Assembly of INTERNATIONAL SPORTS FEDERATIONS

Der Kongress wahrt Mitgliedschaft in der GAISF und nimmt an den World Games teil.

101.6 Vergabe von Weltmeisterschaften an Privatpersonen und Unternehmen

Mangels Bewerbungen von einem Mitgliedsverband kann der Kongress Weltmeisterschaften einer Privatperson oder einem Unternehmen zusprechen.

101.7 Teilnehmerrichtlinien für Ausschussvorsitzende

Alle Ausschussvorsitzenden und nichtgeschäftsführenden Mitarbeiter sind kraft ihres IPF-Funktionärsstatus zum Kongress zugelassen, allerdings ohne Stimmrecht und mit einem auf ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich beschränkten Mitspracherecht.

101.8 Reden von Kandidaten für IPF-Ämter

Anwärter für IPF-Ämter können eine höchstens fünf Minuten lange Rede vor dem Kongress halten.

Alle Funktionäre des IPF-Exekutivkomitees erhalten kraft ihres Amtes Zugang zum Kongress und besitzen in vollem Umfang Wahl- und Stimmrecht.

101.9 Aufgabenbereich des Präsidiums

Der Aufgabenbereich der verschiedenen Funktionäre ist derjenige, der von der Vollversammlung festgelegt wurde. Dazu gehören:

101.9.1 Präsident

101.9.1.1 Beraumt Sitzungen der IPF wie in der Satzung vorgesehen an und steht allen Sitzungen der IPF und des Kongresses vor.

101.9.1.2 Besitzt das Recht, alle sein Amt betreffende Aufgaben satzungsgemäß auszuführen.

101.9.1.3 Ist von Amtes wegen Mitglied aller Ausschüsse.

101.9.1.4 Führt langfristige Aktivitäten sowie das Tagesgeschäft der IPF. Dabei delegiert er Verantwortungen zur Erfüllung von Aufgaben und stellt zur Führung der IPF-Geschäfte den nötigen Kontakt mit externen Organen her.

101.9.2 Vizepräsident

101.9.2.1 Er hat die ihm vom Präsidenten zugewiesenen Aufgaben und hat alle Befugnisse, die Aufgaben des Präsidenten in dessen Abwesenheit oder bei dessen Verhinderung auszuführen.

101.9.3 Generalsekretär

101.9.3.1 Ordnungsgemäße Vorkehrungen zum Führen der Protokolle der IPF und des Kongresses treffen.

101.9.3.2 Gibt alle amtlichen Mitteilungen aller IPF-Sitzungen heraus.

101.9.3.3 Unterhält ein vollständiges Verzeichnis aller Wettkämpfe, die unter Federführung der IPF durchgeführt werden. Dieses Verzeichnis beinhaltet die Ergebnisse nationaler Meisterschaften, Mitteilungsblätter und Magazine.

101.9.3.4 Fungiert als Schriftführer beim Kongress sowie bei außerordentlichen Sitzungen oder Anhörungen der IPF.

101.9.3.5 Zertifiziert Bewerberländer, die die entsprechenden Gebühren und Empfehlungen einreichen, als «Provisorisches Mitglied», bis der Kongress über die Mitgliedschaft beraten hat.

101.9.3.6 Kann die oben genannten Aufgaben an einen vom Präsidium ernannten «Assistenzsekretär» bzw. an gemäß den Ordnungen der IPF dazu autorisierten Assistenten weiterdelegieren.

101.9.3.7 Alle TV-Rechte für internationale Wettkämpfe sind alleiniges Eigentum der IPF, abzüglich der Gebühren, die eventuell mit dem ausrichtenden Nationalverband vereinbart wurden. Bei Weltmeisterschaften erhält die IPF 40 Prozent, der ausrichtende Nationalverband 30 Prozent und alle teilnehmenden Nationen teilen sich die verbleibenden 30 Prozent der TV-Einkünfte. Diese Gelderverteilung gilt nur, wenn die IPF den Vertrag tatsächlich erhält und sich auf den Gewinn nach Abzug der Kosten für die Bereitstellung des Sendesignals bezieht. Falls die IPF nicht mindestens zwölf Monate vor dem Meisterschaftsdatum einen unterzeichneten Vertrag mit einer TV-Anstalt eingeholt hat, verzichtet die IPF zugunsten des Veranstalters auf ihre Rechte und erhält einen bestimmten Prozentsatz der TV- und Sponsorengelder, der nicht mehr als 25 Prozent dieser Gelder betragen kann.

Veranstalter von Weltmeisterschaften sollten Folgendes beachten: Wenn sie eine Genehmigung zur Austragung der Meisterschaft beantragen, garantiert die IPF nicht, dass sie in der Lage sein wird, einen TV-Vertrag für die Veranstaltung einzuholen.

101.9.4 Kassenwart

101.9.4.1 Nimmt alle der IPF gebührenden Gelder entgegen und zahlt diese auf Konten im Namen der IPF ein.

101.9.4.2 Unterzeichnet zusammen mit einer weiteren Person alle Schecks und Wechsel, wie in den Ordnungen der IPF bei Summen über 2.500,- EUR vorgesehen.

101.9.4.3 Begleicht alle vom bevollmächtigten Offiziellen oder dem Kongress genehmigten Rechnungen, sofern es der genehmigte laufende Etat der IPF zulässt.

101.9.4.4 Händigt erforderlichenfalls dem Rechnungsprüfer zum Zwecke der Rechnungsprüfung oder anderen Zwecken alle Gelder, Konten, Bücher, Dokumente, Belege und Aufzeichnungen aus, die seinem Aufgabenbereich unterliegen.

101.9.4.5 Legt dem jährlichen Kongress einen geprüften Kassenbericht vor. Überprüfungen von IPF-Konten haben durch den Rechnungsprüfer zu erfolgen.

101.9.4.6 Ist verantwortlich dafür, alle der IPF zustehenden Gebühren einzuziehen.

101.9.4.7 Ist verantwortlich dafür, Rechnungen auszustellen und Geldstrafen zu kassieren.

101.9.5 Präsidiumsmitglieder

101.9.5.1 Nehmen eine aktive Rolle bei der Arbeit des IPF-Präsidiums ein und übernehmen die ihnen vom Präsidenten übertragenen Aufgaben.

101.9.5.2 Repräsentieren die IPF in ihrer Region bei nationalen und internationalen Wettkämpfen und Sitzungen.

101.9.5.3 Überwachen und führen den Regionalverband und organisieren jährlich regionale Kongresse und Meisterschaften.

101.9.5.4 Kontaktieren und informieren potentielle neue Mitgliedsnationen in ihrer Region.

101.9.5.5 Stehen den Mitgliedsverbänden ihrer Region beratend zur Seite.

101.9.5.6 Vertreten ihre Region bei den Sitzungen des IPF-Präsidiums und dem Kongress.

101.9.5.7 Unterbreiten den verschiedenen IPF-Gremien Vorschläge.

101.9.5.8 Planen und kontrollieren Entwicklungsprogramme in ihrer Region.

101.10 Aufgabenbereich der Offiziellen, die nicht dem Präsidium angehören

Der Aufgabenbereich der Offiziellen, die nicht dem Präsidium angehören, wird durch das Präsidium verfügt. Dazu gehören:

101.10.1 Rechnungsprüfer

101.10.1.1 Überprüft vor dem Kongress den Kassenbericht sowie die Bilanzbücher des Kassenwarts.

101.10.1.2 Überwacht die Ausgaben der IPF im Hinblick auf den Etat.

101.10.2 Medienbeauftragter

101.10.2.1 Wirbt für die IPF in elektronischen- und den Printmedien. Der Präsident muss alle Werbematerialien und Pressemitteilungen schriftlich genehmigen.

101.10.2.2 Prüft sorgfältig alle Möglichkeiten für TV-Rechte für internationale Meisterschaften und unterbreitet dem Präsidium entsprechende Empfehlungen.

101.10.3 Redakteur des Mitteilungsblatts

101.10.3.1 Bringt alle zwei Monate das offizielle IPF-Mitteilungsblatt bzw. das IPF-Magazin heraus. Sofern erforderlich, bringt er zusätzlich und nach Bedarf weitere Ausgaben heraus.

101.10.3.2 Legt die Anzeigenpreise im IPF-Mitteilungsblatt bzw. IPF-Magazin fest. Diese müssen jedoch vom Präsidium bestätigt werden. Er arbeitet darüber hinaus mit dem Medienbeauftragten zusammen, um die Werbeeinnahmen aus den Publikationen sowie deren Verbreitung zu erhöhen.

101.10.3.3 Unterhält einer Distributionsliste für die Publikation der IPF, die alle Einträge im IPF-Verzeichnis sowie zusätzliche Parteien, die die IPF-Publikation erhalten, umfasst.

101.10.4 Rekordbeauftragter

101.10.4.1 Zertifiziert alle Weltrekorde und unterhält ein aktuelles Register aller Rekorde in allen Alters- und Gewichtsklassen. Weltrekorde können nur bestätigt werden, wenn die Anforderungen der IPF-Dopingkontrollen zur Gültigkeit von Weltrekorden eingehalten wurden. Steht die Bestätigung einer negativen Dopingprobe durch das Analyselabor noch aus, wird der Rekord im Rekordregister für einen Zeitraum von maximal drei Monaten ab Datum des Rekords mit dem Zusatz «unter Vorbehalt» (pending) versehen. Wird der Rekord innerhalb der genannten Zeitspanne nicht bestätigt, wird er aus dem Rekordregister entfernt.

101.10.5 Meisterschaftssekretär

101.10.5.1 Führt einen Veranstaltungskalender, der alle Hauptwettkämpfe der nächsten 24 Monate ab Kalenderdatum enthält.

Unter normalen Umständen wird allen Welt- und Regionalmeisterschaften im Kalender ein Datum zugewiesen, das jedes Jahr etwa im gleichen Zeitraum liegt. Dieses Prinzip soll nach Möglichkeit immer eingehalten werden. Regionen weisen ihren eigenen regionalen Veranstaltungen ähnliche jährliche Daten zu. Dabei können sie eine Regional- mit einer Weltmeisterschaft verbinden, sofern sie Gastgeber der Weltmeisterschaft sind.

Hauptwettkämpfe im IPF-Kalender sind:

101.10.5.1.1 Weltmeisterschaften der Jugend und Junioren (Mann und Frau), der Aktiven (Mann und Frau) und der Senioren (Mann und Frau).

101.10.5.1.2 Weltcup (World Cup)

101.10.5.1.3 World Games

101.10.5.1.4 Sonstige internationale Veranstaltungen, sofern genehmigt.

Der Meisterschaftssekretär hat sicherzustellen, dass sich die Termine der Hauptwettkämpfe nicht überschneiden. Gegebenenfalls kann die Genehmigung verwehrt werden, um einen ordentlichen Wettkampfkalender zu gewährleisten.

101.10.5.2 Verspricht an die angeschlossenen Verbände spätestens sechs Monate vor Veranstaltungsbeginn Einladungen und nähere Informationen zu den Hauptwettkämpfen. Daneben verspricht der Meisterschaftssekretär Formulare für die Mannschaftsnominierung und weitere benötigte Dokumente an die angeschlossenen Verbände.

Die Einladung basiert auf den Antworten auf einen standardisierten Fragebogen, den der Gastgeberverband bzw. der Veranstalter der Meisterschaft nach erfolgreicher Bewerbung zugeschickt bekommen hat. Der Organisator der Weltmeisterschaft muss alle für die Einladung geforderten Informationen spätestens 6 bis 8 Monate vor Wettkampftermin geliefert haben. Sollten spezielle Hotel- und Transportbuchungsformulare benötigt werden, sind diese ebenfalls als Kopievorlage an den Meisterschaftssekretär zu senden, damit dieser sie der Einladung beifügen kann. Formulare für die Mannschaftsnominierung müssen Spalten für die folgenden Informationen aufweisen:

101.10.5.2.1 Name des Athleten.

101.10.5.2.2 vollständiger Vorname des Athleten.

101.10.5.2.3 bestes Total des Athleten, das bei einer nationalen oder internationalen Meisterschaft während der letzten 12 Monate erreicht wurde.

101.10.5.2.4 Geburtsdatum des Athleten.

101.10.5.2.5 Pass-Nummer des Athleten.

101.10.5.3 Ordnet alle Formulare für die Mannschaftsnominierung zu und stellt sicher, dass diese vollständig und korrekt ausgefüllt sind. Daraufhin erstellt er eine vollständige Liste der für die Veranstaltung nominierten Athleten. Eine Kopie dieser Liste ist dem Internetbeauftragten, dem Redakteur des Mitteilungsblatts, dem Medienbeauftragten, dem Generalsekretär und dem Präsidenten zuzuschicken.

101.10.5.4 Die vollständigen Ergebnisse der Veranstaltung beschaffen und diese den oben genannten Personen zukommen lassen. Stehen die endgültigen Dopingtestergebnisse noch aus, sind die Ergebnisse der Veranstaltung mit dem Vermerk «vorbehaltlich der endgültigen Dopingtestergebnisse» zu kennzeichnen.

101.10.5.5 Vor Genehmigung der Ausrichtung eines Hauptwettkampfes hat der Meisterschaftssekretär sicherzustellen, dass der Bewerber über ausreichende Kapazitäten für die erfolgreiche Ausrichtung der Veranstaltung und die Einhaltung der Anforderungen der IPF verfügt.

101.10.6 Internetbeauftragter

101.10.6.1 Pfl egt die Webseite der IPF

101.10.6.2 das Adressverzeichnis

101.10.6.3 die Satzung und Ordnungen

101.10.6.4 das Dopingtestprotokoll

101.10.6.5 die Technischen Regeln und den Anhang zur Regelauslegung

101.10.6.6. Weltrekorde

101.10.6.7 den Wettkampfkalender

101.10.6.8 Einladungen und Informationen zu anstehenden Veranstaltungen

101.10.6.9 Ergebnisse von Hauptwettkämpfen

101.10.6.10 Dopingtestergebnisse

101.10.6.11 autorisiertes Material vom Präsidenten bzw. dem Präsidium

101.10.6.12 Mit Ausnahme von Routineanfragen veröffentlicht er ohne schriftliche Zustimmung des Präsidenten keine anderen Materialien.

101.10.7 Kampfrichterbeauftragter

101.10.7.1 Führt ein vollständiges Verzeichnis aller Kampfrichter, die von ihrem jeweiligen Nationalverband registriert wurden.

101.10.7.2 Führt Prüfungen zur Erlangung der Lizenz als internationaler Kampfrichter der Kategorie I und Kategorie II durch.

101.10.7.3 Stellt jedem Nationalverband eine aktuelle Liste mit offiziell zugelassenen Kampfrichtern zur Verfügung, die jährlich aktualisiert wird.

101.10.7.4 Stellt jedem Nationalverband eine Liste mit Kampfrichtern zur Verfügung, deren Kampfrichterlizenz erneuert werden muss, um offiziell zugelassen zu bleiben.

101.10.8 Gremien und Ausschüsse

101.10.8.1 Allgemeine Bestimmungen

Jeder Ausschuss besteht aus einem vom Kongress gewählten Vorsitzenden und höchstens sechs (6) Mitgliedern (ausgenommen Technisches Komitee mit höchstens 10 Mitgliedern) aus unterschiedlichen Ländern, die vom Präsidium in Absprache mit dem Ausschussvorsitzenden bestellt werden.

101.10.8.2 Technisches Komitee

101.10.8.2.1 Das Technische Komitee wird mit der Prüfung aller Anforderungen und Vorschläge technischer Art beauftragt, die der IPF durch ihre angeschlossenen Verbände unterbreitet werden. Vorschläge für Regeländerungen beim Kongress sind an den Vorsitzenden des Technischen Komitees zu richten. Das Komitee prüft die Vorschläge und der Vorsitzende ist dafür verantwortlich, eine endgültige Liste mit allen annehmbaren Regeländerungsvorschlägen zur Präsentation beim Kongress zu erarbeiten. Das Technische Komitee legt dem Exekutivkomitee binnen dreißig (30) Tagen nach dem Kongress alle möglicherweise erforderlichen Erläuterungen (Umformulierungen) und Änderungen der Technischen Regeln zur Genehmigung vor, sofern dies durch Entscheidungen des Kongresses erforderlich ist.

101.10.8.2.2 Die Entscheidungen des Technischen Komitees unterliegen der Zustimmung durch den Kongress.

101.10.8.2.3 Das Technische Komitee benennt die Haupt- und Seitenkampfrichter bei Weltmeisterschaften.

101.10.8.2.4 Übernimmt die Ausbildung und Schulung von Kampfrichtern, die eine internationale Lizenz erlangen möchten und prüft diejenigen Kampfrichter, die zur Prüfung vorgeschlagen werden. Das Technische Komitee informiert den Kongress darüber, welche Kampfrichter zum Einsatz bei internationalen Meisterschaften qualifiziert sind, und welche sich einer erneuten Prüfung unterziehen müssen.

101.10.8.2.5 Organisiert Kampfrichterlehrgänge vor wichtigen Wettkämpfen wie z. B. Weltmeisterschaften. Die Kosten für die Organisation derartiger Lehrgänge sind vom ausrichtenden Mitgliedsverband zu tragen. Das Technische Komitee kann dem Kongress vorschlagen, einen Kampfrichter von seinem Amt zu entheben und ihm die internationale Lizenz zu entziehen, falls es diese Maßnahme für nötig erachtet.

101.10.8.2.6 Vorbehaltlich der Genehmigung durch das Exekutivkomitee kann das Technische Komitee Material technischer Art veröffentlichen, das sich mit Trainingsmethoden und der Ausführung der einzelnen Kraftdreikampfdisziplinen beschäftigt. Derartiges Material ist allen Mitgliedsverbänden zukommen zu lassen.

101.10.8.2.7 Erarbeitet Verfahren zur Schulung von Offiziellen in Hinblick auf den Wettkampfablauf sowie kurze Aufgabenbeschreibungen zur Nutzung durch die beim Wettkampf mit speziellen Aufgaben betreuten Offiziellen.

101.10.8.2.8 Erarbeitet einen Kodex zu Ethik und ordnungsgemäßem Verhalten zur Nutzung durch alle Offiziellen. Verstöße gegen diesen Kodex können zur Ergreifung geeigneter Maßnahmen an das Exekutivkomitee weitergeleitet werden.

101.10.8.2.9 Stellt sicher, dass die von den Mitgliedsverbänden verwendete Ausrüstung bei Welt- und Regionalmeisterschaften den spezifischen Anforderungen der IPF voll und ganz entspricht.

101.10.8.2.10 Das Technische Komitee kann dem Kongress pro Jahr ein A4-Blatt mit Regeländerungsvorschlägen zur Abstimmung einreichen, das mit als Tagesordnungspunkt aufgenommen wird.

101.10.8.3 Frauenkomitee

101.10.8.3.1 Das Frauenkomitee besteht aus der vom Kongress gewählten Vorsitzenden und einer ausreichenden Anzahl von Mitgliedern, die von der Vorsitzenden bzw. den Frauenvertretern der verschiedenen Regionen ernannt wurden.

101.10.8.3.2 Aufgabe des Komitees ist die Förderung des Kraftdreikampfsports der Frauen sowie die Förderung von Frauen in die Kraftdreikampf-Gremien und -Ausschüsse.

101.10.8.3.3 Die Vorsitzende des Frauenkomitees darf kein Mitglied des Präsidiums sein, kann jedoch auf Einladung an Sitzungen des Exekutivkomitees teilnehmen und besitzt dort Rede-jedoch kein Stimmrecht, wenn die Angelegenheiten in den Geltungsbereich des Frauenkomitees fallen bzw. vom Frauenkomitee angeregte Regeländerungsvorschläge besprochen werden.

101.10.8.4 Athletenkommission

101.10.8.4.1 Die Athletenkommission besteht aus sechs Mitgliedern unterschiedlicher Nationalität (vorzugsweise Athleten aus den sechs verschiedenen Regionen), von denen drei männlichen und drei weiblichen Geschlechts sind. Eines der Mitglieder wird von den Mitgliedern der Kommission zum Sprecher gewählt. Um in die Athletenkommission aufgenommen werden zu können, muss der Athlet in den letzten beiden Jahren vor der Wahl international teilgenommen haben.

101.10.8.4.2 Die Athletenkommission vertritt die Interessen der Athleten. Sie hat das Recht, die Ansichten und Meinungen sowie Vorschläge der Athleten dem Kongress, dem Exekutivkomitee und den einzelnen Gremien und Ausschüssen, insbesondere dem technischen Komitee, dem medizinischen Ausschuss und der Trainerkommission, näher zu bringen. Ein Vertreter der Athletenkommission ist berechtigt, an den Sitzungen des Kongresses teilzunehmen. Er erstattet dem Exekutivkomitee und dem Kongress Bericht.

101.10.8.4.3 Die Aufgaben der Athletenkommission sind:

101.10.8.4.3.1 Die Athleten bei den Entscheidungsorganen der IPF zu vertreten;

101.10.8.4.3.2 Als Mittler zwischen den aktiven Athleten und den Organen der IPF zu fungieren;

101.10.8.4.3.3 Die Athleten bei Sitzungen des technischen Komitees und im medizinischen Ausschuss zu vertreten, sofern vom jeweiligen Vorsitzenden dazu eingeladen;

101.10.8.4.3.4 Die offizielle Meinung der Athleten in Bezug auf aktuelle Angelegenheiten zu bilden und Beschlüsse der Athleten zu fassen;

101.10.8.4.3.5 Für die Vertretung der Athleten in den Nationalverbänden zu arbeiten;

101.10.8.4.3.6 Als Sprecher der Athleten bei IPF-Wettkämpfen zu fungieren.

101.10.8.4.4 Alle Vorschläge der Athletenkommission unterliegen der Entscheidung durch den IPF-Kongress. Die Vorschläge müssen in Verbindung mit den Aufgaben der Athletenkommission stehen.

101.10.8.5 Trainerkommission

101.10.8.5.1 Die Trainerkommission besteht aus sieben Mitgliedern unterschiedlicher Nationalität (vorzugsweise Trainer aus den sechs verschiedenen Regionen). Eines der Mitglieder wird von den Mitgliedern der Kommission zum Sprecher gewählt. Um in die Trainerkommission aufgenommen werden zu können, muss der Trainer in den letzten beiden Jahren vor der Wahl international aktiv gewesen sein.

101.10.8.5.2 Die Trainerkommission vertritt die Interessen der Trainer. Sie hat das Recht, die Ansichten und Meinungen sowie Vorschläge der Trainer dem Kongress, dem Exekutivkomitee und den einzelnen Gremien und Ausschüssen, insbesondere dem technischen Komitee, dem medizinischen Ausschuss und der Athletenkommission, näher zu bringen. Ein Vertreter der Trainerkommission ist berechtigt, an den Sitzungen des Kongresses teilzunehmen. Er erstattet dem Exekutivkomitee und dem Kongress Bericht.

101.10.8.5.3 Die Aufgaben der Trainerkommission sind:

101.10.8.5.3.1 Die Trainer bei den Entscheidungsorganen der IPF zu vertreten;

101.10.8.5.3.2 Als Mittler zwischen den Trainern und den Organen der IPF zu fungieren;

101.10.8.5.3.3 Die Trainer bei Sitzungen des technischen Komitees und im medizinischen Ausschuss zu vertreten, sofern vom jeweiligen Vorsitzenden dazu eingeladen;

101.10.8.5.3.4 Die offizielle Meinung der Trainer in Bezug auf aktuelle Angelegenheiten zu bilden und Beschlüsse der Trainer zu fassen;

101.10.8.5.3.5 Für die Vertretung der Trainer in den Nationalverbänden zu arbeiten;

101.10.8.5.4 Alle Vorschläge der Trainerkommission unterliegen der Entscheidung durch den IPF-Kongress. Die Vorschläge müssen in Verbindung mit den Aufgaben der Trainerkommission stehen.

102. Verfahren.

102.1 Adresslisten der IPF-Mitgliedsnationen

Alle Auflistungen der IPF-Mitgliedsnationen müssen den Namen des Nationalverbandes enthalten.

102.2 Ausschluss von Mitgliedsnationen

Kein Mitgliedsverband kann Mitglied der IPF bleiben, wenn der Kongress mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln aller abgegebenen Stimmen beschließt, dass eine Fortsetzung der Mitgliedschaft des betreffenden Mitgliedsverbandes nicht im besten Interesse der IPF liegt.

102.3 Wahl der Mitglieder des Regionalpräsidiums

Wahlen von IPF-Präsidiumsmitgliedern erfolgen durch regionale Verbände und werden vom Kongress ratifiziert.

102.4 Fristen zum Einreichen von Bewerbungen für Weltmeisterschaften und zur Vergabe

Die Bewerbung und Zuschlagserteilung für Weltmeisterschaften erfolgt drei Jahre im Voraus. Alle Bewerbungen sind zusammen mit Kurzberichten über den Umfang der bereits getroffenen Vorbereitungen mindestens neunzig (90) Tage vor dem nächsten Kongress an den Generalsekretär zu senden.

Alle ausrichtenden Verbände müssen den Veranstaltungsvertrag ein Jahr vor der jeweiligen Meisterschaft unterzeichnen. Ansonsten drohen Sanktionen durch die IPF, falls der Verband von der Austragung zurücktritt.

Das Exekutivkomitee prüft die Bewerbungen und entscheidet, wo die verschiedenen Meisterschaften abgehalten werden.

Die ausgewählte Nation erstellt dann dem Kongress einen detaillierten Bericht.

102.5 Drucken der Technischen Regeln der IPF

Die IPF druckt nur ein Musterexemplar der technischen Regeln. Jedes Mitgliedsland kann diese Regeln nach eigenem Ermessen zum Verkauf oder Vertrieb reproduzieren.

102.6 Prüfung für Kategorie-I-Kampfrichter

Die IPF kann auf beliebigen internationalen Meisterschaften (außer Meisterschaften im Bankdrücken) Kampfrichter für die Kategorie 1 prüfen.

102.7 Beitrittsantrag

Der Generalsekretär entwirft und verwaltet ein Antragsformular für Länder, die der IPF beitreten möchten. In diesem Formular führt der Antragsteller alle notwendigen Informationen auf, einschließlich Namen und Anschriften von Funktionären, sonstige Mitgliedschaften und relevante organisatorische Daten. Das Formular ist zusammen mit einer Kopie der Satzung des Bewerberlandes zurückzusenden.

102.8 Amtliche Eintragung der IPF

Die IPF ist im Rahmen der Gesetze von Luxemburg unter der Adresse 1, rue Pasteur, 4642 Differdange als juristische Person eingetragen. Ihre Geschäftsstelle befindet sich am Wohnort des Präsidenten. Eine Verlegung des Eintragslandes bei Änderung der Präsidiumsmitglieder oder Verlegung des Hauptsitzes ist nicht erforderlich, wenn sich alle Funktionen der IPF ununterbrochen fortsetzen und die körperschaftliche und rechtliche Integrität der IPF gewahrt bleibt. Das Präsidium entscheidet über die Notwendigkeit, Änderungen des Eintragungsortes oder der Geschäftsstelle vorzunehmen.

102.9 Rechtsstreitigkeiten unter IPF-Rechtssubjekten

Rechtssubjekte der IPF dürfen keine Rechtsstreitigkeiten gegen andere Rechtssubjekte der IPF anstrengen.

102.10 Gestattete Ausgaben der Präsidiumsmitglieder

Die gestatteten Ausgaben aller IPF-Präsidiumsmitglieder werden vom IPF-Präsidium festgelegt und sind in den Haushaltsvorschlägen des Kassenwirts enthalten. Gegebenenfalls kann das Präsidium mittels Zweidrittelmehrheit die im Haushaltsplan genehmigten Zahlungen abändern.

102.11 Geschäftsordnung

Die Geschäftsordnung der IPF ist das maßgebend Dokument für alle IPF-Versammlungen. Als einzige Ausnahme gilt ein Widerspruch der Geschäftsordnung gegenüber der Satzung (siehe IPF-Satzungsklausel 7.3.6.1).

102.12 Verwendung des Wortes «Welt» in Zusammenhang mit Weltmeisterschaften

Das Wort «Welt» in Zusammenhang mit Kraftdreikampf darf nur von der IPF für Wettkämpfe und Rekorde verwendet werden.

103. Finanzen.

103.1 Prüfung durch den Rechnungsprüfer

Der Rechnungsprüfer führt eine Buchprüfung mit Kontenabschluss zum 1. Oktober jeden Jahres durch. Es muss eine Prüfung der IPF-Jahresabschlüsse stattfinden. Die Prüfung erfolgt durch den Rechnungsprüfer.

103.2 IPF-Mitgliedschaftsbeitrag und Gebühren

Der jährliche Mitgliedschaftsbeitrag beinhaltet alle Genehmigungsgebühren für Meisterschaften und internationale Wettkämpfe mit Ausnahme von Weltmeisterschaften. Die Genehmigungsgebühren für Weltmeisterschaften sind anhand folgender Mitgliedschaftsbeitrags- und Gebührentabelle zu zahlen:

103.2.1 Landesmitgliedschaft (jährlich): EUR 200,-

103.2.2 Alle Kampfrichterprüfungen: EUR 30,-

103.2.3 Verlängerung der Kampfrichterkarte: EUR 30,-

103.2.4 Genehmigung für internationale Wettkämpfe: gratis

103.2.5 IPF-Kampfrichterkrawatte: EUR 15,-

103.2.6 IPF-Abzeichen (bei Verlust): EUR 15,-

103.2.7 Genehmigung für Weltmeisterschaften: EUR 1.000,-

103.2.8 Analyse der B-Probe: nach entstandenen Kosten

103.2.9 Einsprüche (siehe IPF-Satzung 11.4.1): EUR 150,-

Regionalverbände müssen IPF-Mitglieder sein und unterliegen keiner Genehmigungsgebühr für regionale Meisterschaften. Außerdem muss der Veranstalter auf eigene Kosten alle notwendigen Medaillen für alle 1., 2. und 3. Plätze aller

Wettbewerbskategorien und -klassen zur Verfügung stellen (siehe Punkt 104.3 für Medaillen oder Urkunden für Einzeldisziplinen). Die Medaillen der Kategorien und Klassen sind mindestens drei Monate vor den Meisterschaften beim Kassenwart zu bestellen.

Die teilnehmenden Mitgliedsverbände zahlen eine Dopingkontrollgebühr von EUR 50,- für jeden Athleten, der beim Technischen Meeting vor den Meisterschaften angemeldet wurde. Ist ein Mitgliedsverband nicht beim Technischen Meeting vertreten, ist eine Gebühr für alle Athleten zahlbar, die auf der endgültigen Nominierung nominiert und eingetragen sind. Neben der Dopingkontrollgebühr zahlen die teilnehmenden Mitgliedsnationen eine Teilnahmegebühr von EUR 15,- pro Athlet für jeden angemeldeten Athleten, der an Weltmeisterschaften teilnimmt. Der Veranstalter erhält entweder 50 Prozent der Teilnahmegebühr, Ausrüstung im entsprechenden Gegenwert oder eine gleichwertige Leistung in Form von Waren, die von Sponsoren gestiftet wurden; die diesbezügliche Entscheidung trifft das Präsidium.

103.3 Ausschluss wegen Nichtzahlung der entsprechenden Genehmigungsgebühr für einen Wettkampf

Ein Mitgliedsverband, der eine unter Punkt 103.2 aufgelistete Veranstaltung ausrichtet und nicht die erforderliche Genehmigungsgebühr gezahlt hat, wird automatisch so lange von der IPF-Mitgliedschaft ausgeschlossen, bis die erforderliche Gebühr vollständig gezahlt wurde.

103.4 TV-Rechte der IPF

Alle TV-Rechte für internationale Wettkämpfe sind alleiniges Eigentum der IPF.

103.5 Hotelrechnungen für Nationalverbände und Offizielle bei Weltmeisterschaften

Teilnehmende Mitgliedsverbände sind auf allen Weltmeisterschaften für ihre eigenen Hotelrechnungen selbst verantwortlich.

Alle im Voraus gebuchten Zimmer müssen vor Beginn der Meisterschaft bezahlt werden, ausgenommen die Zimmer, die bis sieben (7) Tage vor Beginn der Meisterschaft storniert wurden.

Die Stornierung muss in Form einer schriftlichen Bestätigung des Veranstalters, bspw. durch eine E-Mail oder ein Fax, nachgewiesen werden.

Andere Nachweise werden nicht anerkannt.

Bei etwaigen Schäden oder Diebstahl im Hotelzimmer haftet nicht der Veranstalter, sondern der verantwortliche Nationalverband.

103.6 Hotelrechnungen für IPF-Offizielle bei Weltmeisterschaften

Der Veranstalter der Meisterschaft zahlt für maximal acht (8) Tage die Hotelrechnung für maximal vier (4) IPF-Funktionäre und den Computersekretär (wie vom Präsidium festgelegt) auf Grundlage von Übernachtung und Frühstück.

103.7 Reisekosten für IPF-Präsidiumsmitglieder

Die IPF zahlt die Reisekosten und sonstigen Spesen für vier Präsidiumsmitglieder wie folgt:

103.7.1 Hundert Prozent des günstigsten, von anerkannten Fluggesellschaften angebotenen Flugtickets abzüglich etwaiger von anderen Stellen gezahlten Subventionen.

103.7.2 Falls ein Veranstalter nicht in der Lage ist, seinen Verpflichtungen gegenüber vier Präsidiumsmitgliedern in Bezug auf deren Hotelrechnungen nachzukommen, übernimmt IPF diese Kosten für eine Aufenthaltsdauer, die mindestens der Aufenthaltsdauer der Teams entspricht bzw. für einen angemessenen Zeitraum, der acht (8) Tage nicht überschreiten darf.

103.7.3 Die in Punkt 103.7.2 erwähnte Finanzierung muss durch die Meisterschaft an sich oder aktuelle IPF-Einlagen bezogen werden. Die Finanzierung darf nicht mit zukünftigen Einlagen verrechnet werden.

103.7.4 Es erfolgt keine sonstige Entschädigung zugunsten der vier IPF-Funktionäre.

103.7.5 Sowohl der Präsident als auch der Kassenwart muss alle Spesen- oder Rückerstattungsforderungen genehmigen. Diese Regelung gilt ebenfalls für das Herausgeben und Zeichnen von Schecks und Verträgen.

103.8 Anstecknadel

Eine Anstecknadel mit dem offiziellen IPF-Emblem ist zum Verkauf an alle Mitglieder zur Verfügung zu stellen. Außerdem wird der Kassenwart im Rahmen der Mittelbeschaffung Artikel wie Gürtelschnallen, Manschettenknöpfe, Krawatten, Krawattennadeln usw. zum Verkauf an Mitglieder zur Verfügung stellen.

103.9 Säumige Mitgliedsnationen

Säumige Mitgliedsnationen: Nationalverbände, die mehr als ein Jahr mit ihrer jährlichen Mitgliedsbeitragszahlung im Rückstand sind, werden von der IPF-Mitgliedschaft ausgeschlossen.

103.10 Videogebühr für Unternehmen und Privatpersonen

Videogebühr: Wer Videos von Weltmeisterschaften zu gewerblichen Zwecken (d. h. zum Weiterverkauf an die Öffentlichkeit) aufnimmt, muss hierfür mindestens EUR 500,- zahlen. Allerdings hat der ausrichtende Mitgliedsverband Anspruch auf seine eigene Videoaufzeichnung, deren Erträge wie bei gewerblichen Videos aufzuteilen sind. Eine kostenlose Kopie geht an die IPF-Archive. Wenn kein kommerzieller Vertrag für Videoaufzeichnungen abgeschlossen wurde, kann Privatpersonen die Erlaubnis erteilt werden, getrennte Gewichtsklassen aufzuzeichnen, in denen ein Mitglied ihrer Familie oder ihres Vereins antritt. Unter diesen Umständen erteilt die IPF eine Genehmigung gegen eine Schutzgebühr von höchstens EUR 30,-.

103.11 Auferlegung neuer Bedingungen für Veranstalter von Weltmeisterschaften

Veränderungen der IPF-Anforderungen und -Bedingungen für das Veranstalten von Weltmeisterschaften werden Veranstalter erst zwölf Monate nach Annahme der diesbezüglichen Vorschläge vom Kongress verbindlich auferlegt. Veranstalter, denen der Zuschlag für Weltmeisterschaften vor diesen Veränderungen erteilt wurde, können sich binnen 3 Monaten nach Annahme der Veränderungen durch den Kongress ungestraft von ihren Veranstaltungsverpflichtungen zurückziehen. Veranstalter haben keinerlei Regressansprüche gegen den IPF infolge dieser Veränderungen.

103.12 Verpflichtung des Veranstalters zur Einhaltung von IPF-Verträgen

Der Veranstalter einer Weltmeisterschaft muss sich an alle Verträge halten, die rechtsgültig zwischen der IPF und einem externen gewerblichen Unternehmen geschlossen wurden.

103.13 IPF-Entwicklungsfonds

Die IPF kann einen Entwicklungsfonds in seinen Haushaltsplan einbeziehen, der vom Präsidium verwaltet wird. Zwecks des Fonds ist:

103.13.1 Nicht-Mitgliedsländer bei der Entwicklung eines nationalen Kraftdreikampferverbandes und dessen Beitritt zur IPF zu unterstützen.

103.13.2 Mitgliedsländer bei der Weiterentwicklung des Kraftdreikampfsports und der Aufrechterhaltung ihrer IPF-Mitgliedschaft zu unterstützen.

104. Rekorde und Auszeichnungen.

104.1 Landesrekorde und Ansprüche auf Weltrekorde

Jeder Mitgliedsverband ist für seine eigenen Rekorde und Rekordansprüche verantwortlich. Ein Weltrekordanspruch kann auf dem normalerweise von dieser Nation benutzten Formular eingereicht werden.

104.2 Weltrekordzertifikate

Die IPF stellt allen Athleten, die echte Weltrekorde aufstellen, kostenlos eine Ehrenurkunde aus.

104.3 IPF-Medaillen

104.3.1 Die IPF führt genormte Medaillen zur Verwendung auf Weltmeisterschaften. Medaillen werden in jeder Kategorie für die ersten, zweiten und dritten Plätze auf Grundlage der errungenen Totals verliehen. Außerdem werden in den Einzeldisziplinen Kniebeugen, Bankdrücken und Kreuzheben in jeder Kategorie für die ersten, zweiten und dritten Plätze Medaillen oder Urkunden verliehen.

Falls zwei Wettkämpfer dasselbe Gewicht heben, wird der leichtere Athlet zum Gewinner erklärt. Andere Auszeichnungen können entsprechend den Gepflogenheiten des Ausrichterlandes verliehen werden.

104.3.2 Es steht Ausrichterländern frei, selbst Medaillen vorzubereiten und als Auszeichnungen für Kategoriegewinner zu verwenden, anstatt diese von der IPF zu beziehen. Diese Medaillen müssen von hochwertiger Qualität sein und sind dem Präsidium sechs Monate vor der entsprechenden Meisterschaft zur Genehmigung vorzulegen. Vorkehrungen für Herstellung und Ausführungsfristen müssen ebenfalls eingereicht werden.

104.4 Teilnahmeurkunden bei Weltmeisterschaften

Jedem Athleten und Funktionär (Teammanager, Trainer) werden gemäß den IPF-Vorschriften Teilnahmeurkunden bei Weltmeisterschaften überreicht. Sie werden ebenfalls zugelassenen IPF-Funktionären und Kampfrichtern überreicht.

104.5 IPF Hall of Fame

Hall of Fame: Es wird eine Art Ruhmeshalle, die sogenannte «IPF Hall of Fame» geben, die Mitglieder ehren und auszeichnen soll, die einen außerordentlichen Beitrag geleistet haben, entweder durch eine besondere Kraftdreikampfleistung oder durch allgemeine Dienste für den internationalen Kraftdreikampfsport. Höchstens zwei Athleten und ein Funktionär können jedes Jahr in die Hall of Fame gewählt werden, allerdings unter der zusätzlichen Voraussetzung, dass in einem Jahr nicht mehr als zwei Männer und eine Frau gewählt werden können. Eine Ehrenurkunde wird verliehen. Wer an Dopingverstößen beteiligt war oder wegen Dopingmissbrauch gesperrt wurde, kann nicht für die Hall of Fame vorgeschlagen werden.

Bereits in die Hall of Fame aufgenommene Athleten oder Funktionäre verlieren diese Auszeichnung, wenn sie von der IPF wegen Dopingverstößen gesperrt werden.

104.6 Wahl in die Hall of Fame

Das Präsidium entscheidet vor dem Kongress, nach Erhalt der von den Ländern eingereichten Vorschläge, wer in die Hall of Fame aufgenommen wird. Die ernannten Personen werden auf dem Kongress geehrt.

104.7 Freier Eintritt zu Meisterschaften für Präsidium, Ausschussvorsitzende, «Hall of Fame»-Mitglieder

Mitglieder des IPF-Präsidiums, IPF-Ausschussvorsitzende und Mitglieder der IPF Hall of Fame haben freien Eintritt zu allen Kraftdreikampfwettkämpfen, die von einem Mitgliedsverband oder dessen Untergliederungen veranstaltet wird. Die IPF stellt eine entsprechende Ausweiskarte aus.

104.8 Weltrekordkategorien

Die IPF erkennt Weltrekorde in folgenden Kategorien an: Männer Aktive, Frauen Aktive, Junioren Männer und Frauen, Jugendliche Männer und Frauen, und Senioren Männer und Frauen, Einzeldisziplin Bankdrücken: Aktive Männer, Aktive Frauen, Senioren Männer und Frauen.

104.8.1 Weltrekorde werden nur in den in diesem Artikel aufgeführten Kategorien akzeptiert und eingetragen.

104.8.2 Rekorde werden nur akzeptiert, wenn die Anträge genau den Anforderungen der Technischen Regeln der IPF entsprechen und eine Kopie des betreffenden Ergebnisprotokolls beinhalten. Alle Ansprüche sind an den Rekordbeauftragten zu richten.

104.9 Anerkennung von Weltrekorden

Weltrekorde werden nur von Wettkämpfen akzeptiert, auf denen Dopingkontrollen ausgeführt wurden, für die der Athlet einen negativen Befund nachweisen kann. Diese Kontrollen müssen streng gemäß den IPF-Antidoping-Richtlinien durchgeführt werden, einschließlich der Analyse von Proben in einem zum Analysezeitpunkt von der WADA akkreditierten Labor.

105. Wettkämpfe.

105.1 Nichtdiskriminierung bei IPF-Wettkämpfen

Niemandem darf aufgrund seiner Rasse, Hautfarbe oder Religion der Zugang zu einem Wettkampf verweigert werden.

105.2 Nationalflaggen

Jedes an einer Weltmeisterschaft teilnehmende Land muss gegebenenfalls eine ca. 1,50 x 1,00 m große Nationalflagge zur Verfügung stellen. Gegen Länder, die dieser Verpflichtung nicht nachkommen, wird eine Geldstrafe von EUR 30,- verhängt, um den Veranstalter für etwaige ihm entstehende Verluste und Unannehmlichkeiten zu entschädigen. Es obliegt dem Veranstalter, bei Annahme der Flagge eine Quittung auszustellen, die er sich bei Rückgabe der Flagge an den Teammanager wieder zurückgeben lassen kann. Gibt der Veranstalter aus irgendeinem Grunde die Flagge eines Landes nicht zurück, muss es das betreffende Land für den entstandenen Verlust entschädigen.

105.3 Zugang zu Meisterschaften für Trainer und Funktionäre, Mahlzeiten für aktive Funktionäre

Auf allen Weltmeisterschaften muss der Veranstalter Teamfunktionären und Trainern wie folgt freien Zugang zum Veranstaltungsort und sonstigen Wettkampfbauwerken oder Funktionen ermöglichen:

105.3.1 Für die ersten drei teilnehmenden Athleten ist ein Funktionär oder Trainer zugangsberechtigt.

105.3.2 Für jede weiteren drei teilnehmenden Athleten ist ein weiterer Funktionär oder Trainer zugangsberechtigt, bis zu einer Höchstzahl von drei pro Land.

105.3.3 Der freie Zugang gilt ebenfalls für alle amtierenden Kampfrichter und Jurymitglieder bis zu einer Höchstzahl von drei pro Land.

105.3.4 Der freie Zugang erstreckt sich auf alle Mitglieder des sportmedizinischen Teams, die während der Meisterschaften teilnehmen. Die Namen dieser Mitarbeiter sind dem Veranstalter zuzusenden, und der Vorsitzende des Medizinischen Ausschusses und der Veranstalter einigen sich auf eine annehmbare Zahl.

105.3.5 Veranstalter von Weltmeisterschaften und Pokalen stellen während des Wettkampfs für die Kampfrichter und die IPF-Funktionäre kostenlose Mahlzeiten zur Verfügung. Diese kostenlosen Mahlzeiten sollten möglichst mindestens zwei Mahlzeiten inklusive alkoholfreie Getränke pro Wettbewerbstag beinhalten und im Wettkampfbereich serviert werden. Nur Kampfrichter und IPF-Funktionäre, die offizielle Aufgaben während eines Wettkampftages ausüben, haben Anspruch darauf.

105.4 Einladung und Übernachtung

105.4.1 Die offizielle Einladung und Einzelheiten der Weltmeisterschaft müssen mindestens sechs Monate vor der Veranstaltung bei den Mitgliedsländern eingehen. Zu den anzugebenden Einzelheiten gehören Datum des Kongresses, Wettkampfdatum, Name und Anschrift von Hotels sowie deren Preise.

105.4.2 Vom Veranstalter erhobene Unterbringungspreise dürfen den vom betreffenden Haus berechneten normalen Standardtarif nicht überschreiten.

105.4.3 Bei allen Weltmeisterschaften sind die Übernachtungskosten per Überweisung oder Kreditkarte wie folgt zu bezahlen (Ausnahmen können vom IPF-Exekutivkomitee genehmigt werden):

- 1) per Überweisung wie vom Ausrichter in der Einladung des jeweiligen Wettkampfes festgelegt;
- 2) per Kreditkarte.

105.5 Nominierung

105.5.1 Die Nominierung der Athleten und Offiziellen für Weltmeisterschaften muss dem IPF-Meisterschaftssekretär sowie dem Meetingdirektor in Kopie innerhalb folgender Fristen vorliegen:

- vorläufige Nominierung: bis spätestens als 60 Tage vor einer Weltmeisterschaft.
- endgültige Nominierung: bis spätestens als 21 Tage vor einer Weltmeisterschaft.

Spätere Nominierungen werden nicht akzeptiert!

105.5.2 Ein Nationalverband, der an Weltmeisterschaften und -pokalen teilnimmt, muss der IPF für alle Athleten, die nominiert und auf der endgültigen Teilnehmerliste eingetragen sind, die Dopingkontrollgebühr sowie die Startgebühr bezahlen. Für Ersatzheber sind diese Gebühren nur dann zu entrichten, wenn sie tatsächlich anstelle eines nominierten Athleten zum Einsatz kommen.

Athleten können bis spätestens sieben (7) Tage vor dem Technischen Meeting des jeweiligen Wettkampfes von der Nominierungsliste gestrichen werden, ohne dass für sie die genannten Gebühren zu entrichten sind.

Werden in der Wettkampfeinladung besondere Gebühren für die Hotelreservierung angesetzt, gelten dafür die oben genannten Regeln und Fristen für nominierte Athleten und Offizielle.

105.6 Mitgliedsnationen dürfen keine TV-Verträge ohne Genehmigung des IPF-Präsidiums aushandeln

Ein Nationalverband darf keinen TV-Vertrag für einen internationalen Titelkampf ohne vorherige Genehmigung des Präsidiums aushandeln. Die Nichteinhaltung dieser Bestimmung könnte zum Ausschluss der Mitgliedsnation bis zum nächsten Kongress führen.

105.7 Leitfaden für den Meetingdirektor («Meet Director's Guide»)

Das Technische Komitee erstellt und pflegt den Leitfaden für Meetingdirektoren («Meet Director's Guide»), der nützliche Informationen enthält, die Veranstaltern und allen am Ausrichten einer Meisterschaft Beteiligten helfen soll. Es beschreibt die Aufgaben des Veranstalters und der IPF.

105.8 Ausrüstungsstandard

Ein Unterausschuss des Technischen Komitees zu Ausrüstungsstandards, ist für das Prüfen und Veröffentlichen von Mindeststandards für alle von der IPF zu genehmigenden Ausrüstungsteile verantwortlich.

105.9 Subregionale Wettkämpfe

Der Regionalpräsidium genehmigt subregionale Wettkämpfe auf internationaler Ebene. Gibt es keinen Regionalpräsidium, ist das regionale IPF-Präsidiumsmitglied für diese Genehmigung verantwortlich. «Subregional» ist ein Wettkampf zwischen zwei oder mehr Ländern, der jedoch nicht für alle Länder in dieser Region offen ist,

105.10 Wettkämpfe

105.10.1 Ein Nationalverband oder Veranstalter internationaler Wettkämpfe darf nur dann für die Veranstaltung werben oder Athleten und Funktionäre einladen, wenn er zuvor eine schriftliche Genehmigung des Generalsekretärs eingeholt hat. Nur schriftliche Verträge oder Genehmigungen haben Gültigkeit.

105.10.2 Es dürfen nur Nationalverbände, die Mitglieder des IPF sind, um Genehmigungen ansuchen.

105.10.3 Alle Mitglieder von Nationalteams, die an Weltmeisterschaften oder internationalen Wettkämpfen teilnehmen, müssen in Besitz eines gültigen Reisepasses des Landes sein, das sie vertreten. Andernfalls ist der Nachweis einer zweijährigen Aufenthaltsdauer im betreffenden Land zu erbringen.

105.11 An Nichtbehindertenwettkämpfen teilnehmende Athleten mit Behinderungen, Wiegeverfahren

Meisterschaften im Bankdrücken sind ohne eine spezielle Wertung für Athleten mit Behinderungen zu veranstalten. Athleten mit Behinderungen können innerhalb der nichtbehinderten Klassen teilnehmen, wenn sie die IPF-Wettkampfregereln erfüllen, die für alle anderen Athleten auch gelten. Blinde, sehbehinderte oder bewegungsbeeinträchtigte Athleten können vom Trainer an die Bank geführt und von der Bank zurückgeführt werden bzw. hierzu Gehhilfen verwenden.

Bei Athleten, die eine Amputation einer unteren Gliedmaße aufweisen, wird eine Prothese als eine «natürliche untere Gliedmaße» betrachtet. Der Athlet wird ohne die Prothese gewogen, und es wird ein Ausgleichsgewicht gemäß gängiger Bruchteilstabellen hingefügt. Für Athleten mit funktionsgeschädigten Beinen, die Beinschienen oder ähnliche Vorrichtungen zum Gehen benötigen, wird die betreffende Vorrichtung als Teil des natürlichen Beines betrachtet, und der Athlet wird mit der Vorrichtung gewogen.

105.12 Multisportveranstaltungen / World Games

Bei Nationalverbänden, die bei einer Welt- oder Regionalmeisterschaft der Aktiven oder Junioren im Kalenderjahr vor dem Jahr der Kraftdreikampf-Wettkämpfe bei den World Games ein oder mehrere positive Dopingfälle aufweisen, wird die Anzahl der nominierten Athleten entsprechend der Anzahl der positiven Dopingfälle reduziert. Dabei wird so verfahren, dass eine positiv getestete Athletin die Anzahl der Frauen reduziert, ein positiv getesteter Athlet die Anzahl der Männer.

105.13 Nichtverwendung genehmigter Ausrüstung

Wenn der Veranstalter einer unter 103.2 aufgeführten Meisterschaft keine vom IPF anerkannten Stangen und/oder Scheiben auf der Wettkampflattform verwendet, wird ihm eine Geldstrafe von EUR 1.500,- auferlegt und von Athleten bei dem Wettkampf gebrochene Weltrekorde werden nicht anerkannt.

105.14 Nichteinreichen der technischen Checkliste

Wenn der Veranstalter die technische Checkliste nicht innerhalb der vorgegebenen Frist zurücksendet, wird eine Geldstrafe in Höhe EUR 125,- gegen ihn verhängt.

105.15 Von der Checkliste abweichende Einrichtungen und Ausrüstung

Wenn die Ausrüstung und/oder sonstige Einrichtungen nicht den Angaben der technischen Checkliste entsprechen, wird dem Veranstalter eine Geldstrafe von EUR 1.500,- auferlegt. Bei gravierend gegen die IPF-Regeln verstoßenden Abweichungen von der technischen Checkliste erteilt die IPF diesem Land für einen Zeitraum von zwei Jahren nach Datum des Wettkampfes, bei dem die Abweichungen auftraten, keine Genehmigung zum Ausrichten von Weltmeisterschaften oder Pokalen.

106. Verträge.

106.1 Zeichnungsbefugnis, IPF-Verträge

Sowohl der Präsident als auch der Kassenwart (und/oder Generalsekretär) müssen alle im Namen der IPF ausgeführten Verträge unterzeichnen, wenn die Mehrheit des Präsidiums die Unterzeichnung dieses Vertrages angenommen hat. Eine Kopie der Verträge ist bei Bedarf an alle Präsidiumsmitglieder auszuhändigen.

107. Anhang Geschäftsordnung.

107.1 Tagesordnung

Eine Tagesordnung ist vom Generalsekretär aufzustellen und mindestens 30 Tage vor dem IPF-Kongress an alle Mitgliedsverbände zu verteilen. Die Tagesordnungspunkte haben Vorrang vor allen anderen Angelegenheiten. Mitglieder, die der Versammlung andere Angelegenheiten unterbreiten möchten, dürfen dies erst tun, nachdem alle Punkte auf der Tagesordnung abgehandelt sind.

107.2 Protokolle

Das Protokoll der vorangehenden Versammlung wurde verteilt und wird demnach als gelesen betrachtet. Anträge oder Diskussionen sind nicht gestattet. Die einzige Ausnahme dieser Regel bezieht sich auf die Richtigkeit des Protokolls. Der Vorsitzende bestätigt die Richtigkeit des Protokolls und unterzeichnet es, und es steht den Kongressteilnehmern frei, Fragen im Zusammenhang mit dem Protokoll zu stellen. Diese Fragen sind ausschließlich zu Informationszwecken gestattet und es darf keine Debatte über die im Protokoll angesprochenen Grundsätze stattfinden. Korrekturen oder Änderungen des Protokolls können nur dann akzeptiert werden, wenn der Generalsekretär binnen vier Monaten nach dem Datum der Verteilung des Protokolls an die Mitgliedsverbände eine diesbezügliche schriftliche Mitteilung erhalten und bestätigt hat.

107.3 Auswahl der Redner

Der Vorsitzende entscheidet über die Reihenfolge der Redner.

107.4 Entscheidung des Vorsitzenden

Die Entscheidung des Vorsitzenden zu beliebigen Fragen im Rahmen der Geschäftsordnung oder zu Angelegenheiten in Zusammenhang mit Reihenfolge oder Erläuterungen sind endgültig. Bei Meinungsverschiedenheiten zu einem wesentlichen Punkt ist eine Abstimmung vorzunehmen und eine Zweidrittelmehrheit entscheidet.

107.5 Reden

Reden der Mitglieder dürfen eine Länge von fünf Minuten nicht überschreiten.

107.6 Anträge und Änderungsanträge

Der erste Vorschlag zu einem bestimmten Thema nennt sich ursprünglicher Antrag. Alle nachfolgenden Vorschläge zu diesem Thema nennen sich Änderungsanträge. Alle Anträge oder Änderungsanträge müssen von persönlich auf der Versammlung anwesenden Mitgliedern vorgeschlagen und unterstützt werden, bevor sie diskutiert werden können. Ein Mitglied darf zuerst eine Rede halten und dann mit einem Antrag schließen. Wenn ein Änderungsantrag zu einem ursprünglichen Antrag eingebracht wird, können so lange keine weiteren Änderungsanträge diskutiert werden, bis der erste Änderungsantrag abgehandelt ist. Weitere Änderungsanträge müssen angekündigt werden, bevor über den ersten Änderungsantrag abgestimmt wird.

107.7 Anträge zur Sache

Wird ein Änderungsantrag verabschiedet, tritt er an Stelle des ursprünglichen Antrags und wird selbst zum Antrag zur Sache, woraufhin jeder weiterer Änderungsantragsantrag, der sich auf einen beliebigen Teil des Antrags zur Sache bezieht, verabschiedet wird, sofern er der Tagesordnung entspricht und nicht bereits durch einen zuvor abgelehnten Änderungsantrag oder Antrag abgedeckt ist. Nach Abstimmung über die einzelnen Änderungsanträge wird der danach verbleibende Vorschlag als Hauptfrage zur Abstimmung gestellt. Wird er verabschiedet, wird er daraufhin zu einem Beschluss der Versammlung.

107.8 Abstimmung

Außer wenn der Vorsitzende nach dessen alleinigem Ermessen eine geheime Abstimmung genehmigt, findet die Abstimmung durch Handzeichen oder gegebenenfalls durch Hochhalten von Farbkarten statt. In besonders heiklen Angelegenheiten, wie z. B. Abstimmungen über Mitglieder oder potenzielle Mitglieder, die persönlich auf der Versammlung anwesend sind, können die betreffenden Personen gebeten werden, vor der Abstimmung den Raum zu verlassen.

107.9 Verfahrensangelegenheiten

Auf Versammlungen entscheidet der Versammlungsvorsitzende über alle Verfahrensangelegenheiten, die nicht im Rahmen dieser Geschäftsordnung angesprochen werden.

107.10 Immunität des Kongresses

Alles, was beim IPF-Kongress, in Ausschüssen oder damit verbundenen Unterlagen gesagt wird, gilt ohne Anerkennung einer Rechtspflicht und darf nicht vor Gericht verwendet werden.

108. Anhang - Offizielle Tagesordnung.

108.1 Namentlicher Aufruf der Länder und Vorlegen der Befugnisse der Teilnehmer jedes Landes. Auszeichnung von Athleten und Kampfrichtern.

108.2 Ansprache des Präsidenten

108.3 Protokoll des letzten Kongresses

108.4 Bericht des Kassenwirts - Bericht des Rechnungsprüfers

- a) zur Überprüfung der Konten des Vorjahres
- b) zur Genehmigung des Haushaltsplanes für das nächste Jahr
- c) Gebühren (falls erforderlich)

108.5 Bericht des Generalsekretärs

108.6 Ausschussberichte

- (a) Technisches Komitee
- (b) Medizinischer Ausschuss
- (c) Rechtsausschuss
- (d) Berufungsausschuss
- (e) Satzungs- und Ordnungsausschuss
- (f) Dopingkommission
- (g) Dopinganhörungsausschuss (Doping Hearing Panel)
- (h) Frauenkomitee

108.7 Regionalberichte

- (a) Region 1 (Europa)
- (b) Region 2 (Afrika)
- (c) Region 3 (Asien)
- (d) Region 4 (Nordamerika)
- (e) Region 5 (Südamerika)
- (f) Region 6 (Ozeanien)

108.8 Wahlen

108.9 Vorschläge

108.10 Neue Mitgliedschaftsanwärter

108.11 Maßnahmen gegen säumige Länder

108.12 Hall of Fame

108.13 Zukünftige Meisterschaften

108.14 Sonstige Angelegenheiten

108.15 Vertagung

109. Anhang - Regeländerungen. Vorschläge zur Änderung der IPF-Satzung oder der Ordnungen, der Technischen Regeln und/oder Anhänge, nachfolgend «Regeln» genannt, sind folgendermaßen abzufassen:

109.1 Klare Identifizierung der genauen Regel(n) oder Regelteile, die betroffen sind. Zum Beispiel: «Satzung, 12.7...» oder «Technische Regeln Seite 24, Fehler beim Laden 14, zweiter Absatz, dritter Satz nach dem Wort «Einspruch».»

109.2 Zu ergreifende Maßnahme:

109.2.1 Streichen, oder

109.2.2 Hinzufügen, oder

109.2.3 Ändern, ... löschen und ... einfügen (oder durch ... ersetzen)

109.3 Betroffener Text

109.3.1 und (109.2.3) oben. Genaue Identifizierung des zu streichenden Textes. Anmerkung: Absätze und Abschnitte können durch Zahlen kenntlich gemacht werden, Sätze und Wörter sind vollständig zu zitieren.

109.3.2 und (109.2.3) oben. Text der Hinzufügung oder Einfügung, bei Hinzufügungen zusammen mit der betreffenden Regelnummer oder Lage.

109.4 Wahlweise

Eine kurze Angabe der Gründe für den Vorschlag. Dies wird ebenfalls Teil des formellen Vorschlags bilden, ist jedoch rein zur Information des Kongresses gedacht. Erscheint auf einer neuen Zeile getrennt vom eigentlichen Vorschlag unter der Überschrift «Grund»/«Gründe».

Anmerkung: Vorschläge, die eine Widersprüchlichkeit der Regeln bewirken würden, sind als unzulässig auszuschließen. Das heißt, dass der Vorschlagende dafür sorgen muss, dass die in seinem Vorschlag enthaltenen Änderungen umfassend aufgesetzt sind und dass der Vorschlag alle möglicherweise betroffenen Regeln berücksichtigt hat.

Umnummerierung. Es könnte wünschenswert sein, eine oder mehrere Regeln neu zu nummerieren, um sie in eine logischere Reihenfolge zu bringen. In diesen Fällen muss der Vorschlag klar - ggf. durch eine Nummer - angeben, welche Regeln neu nummeriert werden sollen und wo sie künftig angesiedelt sein sollen, gegebenenfalls mit neuer Nummer.

Entschieden auf dem IPF-Kongress in Sölden (Österreich), am 14. Oktober 2007.

Référence de publication: 2008003440/8387/1267.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02530. - Reçu 938 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Primavera Pain s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2671 Luxembourg, 2, place Virchow.

R.C.S. Luxembourg B 28.218.

—
Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 novembre 2007, les associés ont pris la résolution suivante:

Résolution Unique

Le siège social est transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

2, Place Virchow - L-2671 Luxembourg

Luxembourg, le 27 novembre 2007.

INTERTRANSPORT HOLDING S.A. / I. Martins Mendes / R. M. Fernandes e Silva

Signatures /

Référence de publication: 2008003416/510/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01168. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Sachamadra Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 103.199.

—
Il est à noter que l'adresse de Monsieur Yves Barraquand, administrateur de la société SACHAMADRA INVEST S.A. est dorénavant la suivante: Chemin des Tuilières, 12, CH-1248 Hermance.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

Pour SACHAMADRA INVEST S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

C. Royemans / L. Heck

Référence de publication: 2008003419/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03352. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Remco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 58.668.

—
- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 5 avril 2007 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Monsieur Soren Melgaard, administrateur de sociétés, élisant domicile au 29, rue des Papalins, MC-98000 Monaco.

Madame Else Marie Remmen, directrice, élisant domicile à Kongen's Nytorv 34, Post Box 3044 DK1021,

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2008.

Son mandat étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

ATRIO SARL, Réviseur d'Entreprises, ayant son siège social au 5, boulevard de la Foire L-1258 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2008.

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 5 avril 2007 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social le 5 avril 2007, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) SA, société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager pour toute opération bancaire ne dépassant pas trente mille dollars (30.000,- USD) (ou contre-valeur devise) et sous réserve de la limitation suivante: tous les actes relevant de l'achat, de la vente et l'hypothèque de navire ainsi que toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs, dont celle de l'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2008003402/2329/32.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01536. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Compagnie de Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 28.962.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS, reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 30 novembre 2007, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 décembre 2007. Relation: EAC/2007/15252.

- que la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 28.962,

constituée suivant acte notarié du 4 octobre 1988 et publié au Mémorial C numéro 331 du 17 décembre 1988; les statuts de la prédite Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire soussigné en date du 24 février 2006 et publié au Mémorial C numéro 1150 du 14 juin 2006, au capital social de deux millions cinq cent quatre-vingt-trois mille Euros (2.583.000,- EUR) représenté par cent mille (100.000) actions sans désignation de valeur nominale

se trouve à partir de la date du 30 novembre 2007 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 18 octobre 2007 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les articles 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Pour extrait conforme délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 décembre 2007.

J.-J. Wagner
Notaire

Référence de publication: 2008003409/239/31.

(070174923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Litecomm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 64.707.

constituée par acte reçu par Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch, en date du 8 juin 1998, publié au Mémorial C numéro 599 du 19 août 1998, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 64.707.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire décidant la clôture de liquidation reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 14 décembre 2007,

enregistré à Esch/Al. A.C., le 17 décembre 2007, Relation: EAC/2007/15882,

- que l'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

- que l'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, de même y resteront consignées les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés et dont la remise n'aurait pu leur être faite.

Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2007.

Pour extrait

B. Moutrier

Notaire

Référence de publication: 2008003410/272/23.

(070174960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Silver Finance Services S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 60.528.

—
DISSOLUTION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 novembre 2007

1. La liquidation de la société SILVER FINANCE SERVICES S.A. est clôturée.

2. Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Pour extrait sincère et conforme

FIN-CONTROLE S.A.

Le Liquidateur

Signatures

Référence de publication: 2008003411/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04865. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

EurOptic Express S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 82.393.

Le siège social est dénoncé avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2007.

FIDUCIAIRE GLACIS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008003412/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2007, réf. LSO-CJ09512. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Hôtel Vasco Da Gama S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2671 Luxembourg, 2, place Virchow.

R.C.S. Luxembourg B 64.657.

—
Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 novembre 2007, les associés ont pris la résolution suivante:

Résolution Unique

Le siège social est transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

2, Place Virchow - L-2671 Luxembourg

Luxembourg, le 27 novembre 2007.

INTERTRANSPORT HOLDING S.A. / I. Martins Mendes / R. M. Fernandes e Silva
Signatures /

Référence de publication: 2008003413/510/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01171. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070175063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Primavera s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2671 Luxembourg, 2, place Virchow.

R.C.S. Luxembourg B 12.090.

Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 novembre 2007, les associés ont pris la résolution suivante:

Résolution Unique

Le siège social est transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

2, Place Virchow - L-2671 Luxembourg

Luxembourg, le 27 novembre 2007.

INTERTRANSPORT HOLDING S.A. / I. Martins Mendes / R. M. Fernandes e Silva
Signatures /

Référence de publication: 2008003414/510/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01170. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070175072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Primavera Pain II s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2671 Luxembourg, 2, place Virchow.

R.C.S. Luxembourg B 48.504.

Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 novembre 2007, les associés ont pris la résolution suivante:

Résolution Unique

Le siège social est transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

2, Place Virchow - L-2671 Luxembourg

Luxembourg, le 27 novembre 2007.

PRIMAVERA PAIN / I. Martins Mendes / R. M. Fernandes e Silva
L'associé unique /

Référence de publication: 2008003415/510/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01169. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070175078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Arrowfield S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 60.909.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 novembre 2007

L'Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

L'Assemblée a décidé de nommer, en remplacement de Monsieur Luc Verelst, démissionnaire, Monsieur Nicolas Kruchten, directeur, né le 28 août 1957 à Luxembourg, et demeurant professionnellement au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, au poste d'Administrateur de la société, avec effet immédiat.

Le mandat de Monsieur Nicolas Kruchten prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2010.
Maîtres René Faltz et Thomas Felgen, tous deux administrateurs, ont informé l'Assemblée de leur nouvelle adresse professionnelle, au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 novembre 2007.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008003426/263/21.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02752. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Gialu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 100.303.

DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

Monsieur Antonio Fernandes, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale de la société DALECREST LIMITED, ayant son siège social à Douglas, 5, Athol Street (Ile de Man),

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme GIALU S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg section B numéro 100.303, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 avril 2004, publié au Mémorial C numéro 625 du 17 juin 2004, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 octobre 2005, publié au Mémorial C numéro 255 du 4 février 2006.

II.- Que le capital social de la société anonyme GIALU S.A., prédésignée, s'élève actuellement à deux cent vingt-cinq mille euros (225.000,- EUR), représenté par deux mille deux cent cinquante (2.250) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

III.- Que sa mandante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société anonyme GIALU S.A.

IV.- Qu'en tant qu'actionnaire unique sa mandante déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société anonyme GIALU S.A.

V.- Que sa mandante, en tant que liquidateur, déclare en outre que le passif a été apuré et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation des actions de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à sept cents euros, sont à charge de la société dissoute.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Fernandes, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2007. Relation GRE/2007/5509. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 décembre 2007

J. Seckler.

Référence de publication: 2008003631/231/45.

(070175382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Photobuttik Ewert Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 19, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 95.945.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PHOTOBUTTIK EWERT SARL

Signature

Référence de publication: 2008003559/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 18 décembre 2007, réf. DSO-CL00244. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Holding N. Arend S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 29.722.

Les documents de clôture de l'année 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le ... novembre 2007.

Pour HOLDING N. AREND S.A R.L.

AREND & PARTNERS S.A R.L.

Signatures

Référence de publication: 2008003561/568/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05221. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Luxprimo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 100A, auf dem Kiemel.

R.C.S. Luxembourg B 94.666.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

LUXPRIMO SARL

Signature

Référence de publication: 2008003556/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 20 décembre 2007, réf. DSO-CL00311. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Galen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 93.909.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

GALEN SA

Signature

Référence de publication: 2008003549/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 18 décembre 2007, réf. DSO-CL00243. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Eurofins LUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 121.155.

L'an deux mille sept, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée dénommée EUROFINS LUX, ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, constituée suivant acte reçu par-devant Maître Blanche Moutrier, préqualifiée, en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 2353 du 16 décembre 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.155.

La séance est ouverte à 11.30 heures, sous la présidence de Monsieur Luca Cozzani, Group Tax Counsel du groupe EUROFINS, demeurant professionnellement à B-1950 Kraainem, 455, Chaussée de Malines.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pierre Bernardy, employé privé, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Anne-Isabelle De Man, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les sept cent quinze mille cinq cent huit (715.508) parts sociales d'une valeur nominale de Cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de quatre-vingt-neuf millions quatre cent trente-huit mille cinq cents euros (EUR 89.438.500,-) sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut ainsi délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence ainsi que la procuration de l'actionnaire représenté demeureront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation de capital à concurrence de EUR 87.827.000,- en vue de porter le capital social de son montant actuel de EUR 89.438.500,- à EUR 177.265.500,- par l'émission de 702.616 parts sociales d'une valeur nominale de 125,- (cent vingt-cinq Euros) par part sociale.

2. Souscription et libération de cette augmentation de capital par l'apport en nature de;

- 77,56% des actions représentatives du capital social de la société de droit luxembourgeois EUROFINS ENVIRONNEMENT LUX ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg (Luxembourg), par la société EUROFINS SCIENTIFIC S.E., lequel apport est évalué à EUR 7.807.000,- le tout sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprise.

- 88,73% des actions représentatives du capital social de la société de droit luxembourgeois EUROFINS FOOD LUX ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg (Luxembourg), par un nouvel associé, à savoir la société EUROFINS SCIENTIFIC S.E., lequel apport est évalué à EUR 80.020.000,-, le tout sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprise.

3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts.

4. Divers

Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 87.827.000,- (quatre-vingt-sept millions huit cent vingt-sept mille Euros) en vue de porter le capital social de son montant actuel de EUR 89.438.500,- (quatre-vingt-neuf millions quatre cent trente-huit mille cinq cents Euros) à EUR 177.265.500,- (cent soixante-dix-sept millions deux cent soixante-cinq mille cinq cents Euros), par l'émission de 702.616 (sept cent deux mille six cent seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq Euros) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

Et à l'instant est intervenu Monsieur Luca Cozzani, préqualifié, agissant au nom et pour le compte du nouvel associé, la société anonyme de droit français dénommée EUROFINS SCIENTIFIC, établie et ayant son siège social à Site de la Géraudière, rue Pierre Adolphe Bobierre, F-44300 Nantes, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 350 807 947.

en vertu d'une procuration donnée le 2 octobre 2007, laquelle après signature ne varietur, restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, après avoir reçu lecture de tout ce qui précède, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société, et à déclaré souscrire à toutes les 702.616 (sept cent deux mille six cent seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq Euros) chacune.

Les parts sociales nouvelles souscrites ont été libérées intégralement à leur valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq Euros), par un apport en nature fait par le souscripteur,

consistant en l'apport de:

- 62.600 actions de la société de droit luxembourgeois EUROFINS ENVIRONMENT LUX ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg (Luxembourg), représentant 77,56% du capital social de la prédite société, lequel apport est évalué à EUR 7.807.000,- (sept millions huit cent sept mille Euros);

- 640.360 actions de la société de droit luxembourgeois EUROFINS FOOD LUX ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg (Luxembourg), représentant 83,73% du capital social de la prédite société, lequel apport est évalué à EUR 80.020.000,- (quatre-vingt millions vingt mille Euros);

et lequel apport a fait l'objet d'un rapport, établi préalablement aux présentes par le réviseur d'entreprises, la société anonyme MAZARS avec siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt, et conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie»

Ce rapport, daté du 19 décembre 2007, après avoir été signé ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

La preuve du transfert des actions de EUROFINS ENVIRONMENT LUX et celle de EUROFINS FOOD LUX, à la société EUROFINS LUX a été rapporté au notaire instrumentant par des stock transfer form dûment signées.

Suite à l'apport qui précède, la prédite société EUROFINS LUX détient 77,69% du capital social de la susdite société EUROFINS ENVIRONMENT LUX et 88,75% de la susdite société EUROFINS FOOD LUX

et conformément à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, modifiée par celle du 3 décembre 1986, déclare vouloir bénéficier de l'exemption du droit d'apport.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de cent soixante-dix-sept millions deux cent soixante-cinq mille cinq cents Euros (EUR 177.265.500,-), représentée par un million quatre cent dix-huit mille deux cent vingt-quatre (1.418.124) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Frais

Le montant au moins approximatif, des frais dépenses rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge suite au présent acte, est évalué approximativement à € 6.628,40.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signés avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. Cozzani, P. Bernardy, A.-I. De Man, B. Moutrier.

Enregistré à Esch/Al., le 19 décembre 2007. Relation: EAC/2007/16170. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 21 décembre 2007.

B. Moutrier.

Référence de publication: 2008003729/272/103.

(070175459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Nospelt Immobilière S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 93.784.

Le bilan au 31 août 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29 novembre 2007.

Pour la société

Signature

L'administrateur-délégué

Référence de publication: 2008003566/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01440. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

ProLogis UK XCIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 87.591.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2007.

ProLogis DIRECTORSHIP Sàrl

Gérant

P. Cassells

Gérant

Référence de publication: 2008003604/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07768. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

ProLogis UK CC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.108.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2007.

ProLogis DIRECTORSHIP Sàrl

Gérant

P. Cassells

Gérant

Référence de publication: 2008003608/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07765C. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Toni Lazzara S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4664 Niederkorn, 1-7, rue de Sanem.

R.C.S. Luxembourg B 21.030.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le treize décembre.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

Ont comparu:

1.- Monsieur Antonio Anselmo Giuseppe dit Toni Lazzara, entrepreneur de constructions, né à Differdange le 29 octobre 1955 (matricule no 19551029134),

agissant en ses qualités d'associé respectivement de gérant de la société ci-après indiquée, détenant quatre cents parts sociales, et son épouse,

2.- Madame Manon Waltener, sans état particulier, née à Differdange, le 30 janvier 1957 (matricule n ° 19570130326), demeurant ensemble à L-4914 Bascharage, 10, rue des Champs,

agissant en sa qualité d'associée de la société ci-après indiquée, détenant cent parts sociales,

déclarant être mariés sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu en date du 9 novembre 1983 par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 15 novembre 1983, volume 609, numéro 88.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés respectivement gérant de la société ci-après désignée, ont requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité dénommée TONI LAZZARA, S.à r.l., (matricule numéro 19832404201), ayant son siège social à L-4664 Niederkorn (commune de Differdange) 7, rue de Sanem, constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 décembre 1983, publié au Mémorial Recueil Spécial numéro 2 du 4 janvier 1984, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 21.030.

Les statuts ont été modifiés:

- aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Differdange en date du 22 décembre 1989, publié au Mémorial Recueil Spécial numéro 220 du 4 juillet 1990.

- aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 janvier 1998, publié au Mémorial C numéro 348 du 14 mai 1998,

associée commanditée et gérant de la société en commandite simple dénommée TONI LAZZARA, S.à r.l. ET CIE, société en commandite simple, ayant son siège social à L-4664 Niederkorn (commune de Differdange), 7, rue de Sanem, pour laquelle société à responsabilité limitée dénommée TONI LAZZARA S.à r.l., agit son seul et unique gérant, Monsieur Antoine Lazzara, préqualifié.

Que ladite société ne possède actuellement aucun immeuble.

Les comparants déclarent que le capital social de ladite société est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents (12.394,68 EUR).

- Que les comparants déclarent être détenteurs de l'intégralité des parts sociales et ont décidé de dissoudre et de liquider ladite société, celle-ci ayant cessé toute activité.

- Que partant, ils prononcent la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

- Qu'ils déclarent avoir réglé tout le passif de la société et transféré tous les actifs à leur profit.

- Qu'ils se trouvent donc investi de tous les éléments actifs de la société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à l'heure actuelle, et régleront également les frais des présentes.

- Qu'en conséquence, la liquidation de la société est achevée et celle-ci est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée.

- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société pour l'exercice de son mandat.

- Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège de ladite société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: T. Lazzara, M. Waltener, B. Moutrier.

Enregistré à Esch/Al., le 14 décembre 2007. Relation: EAC/2007/15789. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 décembre 2007.

B. Moutrier.

Référence de publication: 2008003628/272/58.

(070175329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Technologies Industrielles Européennes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 34.583.

L'an deux mille sept, le vingt-deux novembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES EUROPEENNES S.A., R.C. Luxembourg B 34.583, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, le 20 juillet 1990, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 48 de 1991, page 2.273.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte sous seing privé en date du 19 juin 2002, dont un extrait a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 1355 du 18 septembre 2002.

La séance est ouverte à seize heures quinze sous la présidence de Mademoiselle Cindy Reiners, employée privée, avec adresse professionnelle au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Mademoiselle la Présidente désigne comme secrétaire Madame Corinne Petit, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond Thill, maître en droit, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Mademoiselle la Présidente expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, constituant l'intégralité du capital social de neuf cent quatre-vingt-huit mille cent cinquante et un euros soixante-sept cents (EUR 988.151,67) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les actionnaires représentés ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1) Liquidation de la société.

2) Nomination de Monsieur Graham J. Wilson en tant que Liquidateur de la Société.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et prend, après délibération, les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

La société est dissoute et mise en liquidation.

Deuxième résolution

Monsieur Graham J. Wilson, «barrister», né le 9 décembre 1951 à St Néots, Royaume Uni, avec adresse professionnelle au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé aux fonctions de liquidateur, lequel aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, sauf les restrictions prévues par la loi ou les statuts de la société en liquidation.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à seize heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Reiners, C. Petit, R. Thill, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, LAC/2007/37681. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008003669/5770/51.

(070175338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

PVC (Lux) Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 131.297.

—
Par acte sous seing privé du 9 octobre 2007, PVC (LUX) HOLDING COMPANY s.à r.l., ayant son siège social au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, a cédé 500 (cinq cents) parts sociales sous forme nominative de PVC (LUX) INVESTMENT COMPANY S.à r.l. à la société ARCAPITA INVESTMENT HOLDINGS LIMITED, ayant son siège social à P.O. Box 1111 Boundary Hall, Cricket Square, Grand Cayman, KY-1-1102, Cayman Islands, British West Indies.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 22 novembre 2007.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2008003774/1337/19.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00224. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

ProLogis UK CCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.107.

—
Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2007.

ProLogis DIRECTORSHIP Sarl

Gérant

P. Cassells

Gérant

Référence de publication: 2008003612/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07763. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Damasca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 90.199.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2007.

DAMASCA S.A.

A. De Bernardi / R. Donati

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008003565/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04842. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Parkes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 102.050,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 113.235.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé, entre DBS BANK LTD, 6 Shenton Way, #34-08 DBS Building Tower Two, Singapore 068809 et CTB AUSTRALIA LIMITED, avec siège social au 1501 1505 Charter House, 8 Connaught Road, Central, Hong Kong, prenant effet le 15 novembre 2007, que quarante et une (41) parts sociales de la classe B de la société à responsabilité limitée PARKES Sàrl, avec siège social à 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, ont été transférées par DBS BANK LTD, INC, préqualifiée, à CTB AUSTRALIA LIMITED, préqualifiée.

Il en résulte que DBS BANK LTD ne détient plus de parts sociales dans PARKES Sàrl et que CTB AUSTRALIA LIMITED détient, depuis le 15 novembre 2007 quarante et une (41) parts sociales Classe B de PARKES Sàrl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY GROUP Sàrl

Domiciliation agent

Signatures

Référence de publication: 2008003787/6762/22.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07473. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

ProLogis UK XXXVI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.059.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2007.

ProLogis DIRECTORSHIP Sàrl

Gérant

P. Cassells

Gérant

Référence de publication: 2008003633/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07792. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Toiture du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wintrange, 56, rue de Wiltz.

R.C.S. Luxembourg B 94.384.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

TOITURE DU NORD SA

Signature

Référence de publication: 2008003553/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 20 décembre 2007, réf. DSO-CL00309. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Forêt et Nature s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9155 Grosbous, 12, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 101.062.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21 décembre 2007.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE s.a.

Signature

Référence de publication: 2008003541/823/14.

Enregistré à Diekirch, le 21 décembre 2007, réf. DSO-CL00426. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Concept Live S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, op der Schmett.
R.C.S. Luxembourg B 120.394.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21 décembre 2007.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE s.a.

Signature

Référence de publication: 2008003543/823/14.

Enregistré à Diekirch, le 21 décembre 2007, réf. DSO-CL00427. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Mondiala Technology Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 95.294.

Le bilan au 30 juin 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DEVAUX & ASSOCIES

B. Devaux

Référence de publication: 2008003540/2953/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2007, réf. LSO-CD06534. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

N.T.S. Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 40, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 84.747.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21 décembre 2007.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE s.a.

Signature

Référence de publication: 2008003536/823/14.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2007, réf. DSO-CL00208. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

VPA Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 21, Huewelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.628.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21 décembre 2007.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE s.a.

Signature

Référence de publication: 2008003538/823/14.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2007, réf. DSO-CL00205. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Facility S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 97.091.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DEVAUX & ASSOCIES

B. Devaux

Référence de publication: 2008003534/2953/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2007, réf. LSO-CD06529. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

SHK Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 81.029.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21 décembre 2007.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE s.a.

Signature

Référence de publication: 2008003530/823/14.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2007, réf. DSO-CL00206. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Abipiscines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8508 Redange-sur-Attert, 2, rue d'Ospern.
R.C.S. Luxembourg B 92.088.

Le bilan au 31 mars 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DEVAUX & ASSOCIES

B. Devaux

Référence de publication: 2008003523/2953/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2007, réf. LSO-CD06511. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Distribution Technique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4830 Rodange, 10, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 49.069.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pour VO CONSULTING LUX S.A.

Signature

Référence de publication: 2008003521/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04546. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Cameron 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 180.000,00.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 109.382.

In the year two thousand and seven, on the twenty-second day of October.

Before Us, Maître Jacques Delvaux, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

VESPUCCI SUB FINANCE S.à.r.l., a Luxembourg private limited liability company («société à responsabilité limitée») company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg; in process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, with a share capital of one hundred eighty thousand United States Dollars (USD 180,000.-),

hereby represented by Ms Emanuela Brero, employee, with professional address in Luxembourg by virtue of a proxy given on October 19, 2007.

The appearing party is the sole shareholder of the CAMERON 1 S.à.r.l., having its registered office at 5, place du Théâtre, L-2613, Luxembourg, with a share capital of seventy five thousand United States Dollars (USD 75,000.-), in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, incorporated on 20th June 2005 pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial C») under number 1192, on the 11th November 2005, registered to the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 109.382; the articles of incorporation of which have been amended by a deed of the undersigned notary, dated 17th October 2007, not yet published in the Mémorial C (the «Company»).

The appearing party, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1 To increase the Company's corporate capital by an amount of one hundred five thousand United States Dollars (USD 105,000.-) so as to raise it from its current amount of seventy-five thousand United States Dollars (USD 75,000.-), to an amount of one hundred eighty thousand United States Dollars (USD 180,000.-) and to issue one hundred and five thousand (105,000) new shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares of the Company.

2 To accept the subscription of the one hundred five thousand (105,000) new shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1), by the existing shareholder of the Company, VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., and to accept payment in full of the nominal value of each such new shares by a contribution in cash and to allocate these newly issued shares to VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l. in consideration for its contribution in cash and to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

3 To amend articles 6.1.1. of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 2.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First Resolution

The sole shareholder resolves to increase the capital of the Company's corporate capital by an amount of one hundred five thousand United States Dollars (USD 105,000.-) so as to raise it from its current amount of seventy-five thousand United States Dollars (USD 75,000.-), to one hundred eighty thousand United States Dollars (USD 180,000.-).

Second Resolution

The sole shareholder resolves to issue one hundred five thousand (105,000) new shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) per share, having the same rights and privileges as the existing shares and entitlement to dividends as from the day of these resolutions.

Subscription

Thereupon, now appeared Mme Emanuela Brero, prenamed, acting in her capacity as duly authorised attorney-in-fact of VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., prenamed by virtue of the prementioned proxy.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., prenamed, for one hundred five thousand (105,000) new shares each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) and to make payment in full for such new shares by a contribution in cash.

The person appearing declared, and the sole shareholder recognised, that each new share issued has been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the amount of one hundred five thousand United States Dollars (USD 105,000.-) proof of which is given to the undersigned notary who expressly records this statement.

Thereupon the sole shareholder resolved to accept the said subscription and payment and to allot the one hundred five thousand (105,000) new shares to VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l.

Third Resolution

As a result of the above resolutions, the sole shareholder resolved to amend article 6.1.1. of the articles of incorporation of the Company, which shall forthwith read as follows:

«6.1. The Company's corporate capital is fixed at one hundred eighty thousand United States Dollars (USD 180,000.-) represented by one hundred eighty thousand (180,000) shares («parts sociales») of USD 1.- (one United States Dollar) each, all fully subscribed and entirely paid up.»

Costs and Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 1,860.-.

The increase of capital is valued at EUR 73,426.-.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-deux octobre,

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg; en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés, avec un capital social de cent quatre-vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 180.000.-),

représentée aux fins des présentes par Mme Emanuela Brero, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 19 octobre 2007.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La partie comparante est l'associé unique de CAMERON 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de soixante-quinze mille dollars des Etats-Unis (USD 75.000.-), en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire Maître Jacques Delvaux, en date du 20 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1192, le 11 novembre 2005 (le «Mémorial C»), et dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné en date du 17 octobre 2007, pas encore publié au Mémorial C.

La partie comparante, reconnaissant être parfaitement informée des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du Jour:

1. Augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent cinq mille dollars des Etats-Unis (USD 105.000.-) de manière à le porter de son montant actuel de soixante-quinze mille dollars des Etats-Unis (USD 75.000.-), à un montant de cent quatre-vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 180.000.-) et émettre cent cinq mille (105.000) nouvelles parts

sociales, ayant chacune une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes de la société.

2. Accepter la souscription de cent cinq mille (105.000) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1,-), par l'associé existant de la Société, VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., et accepter la libération intégrale de la valeur nominale de chacune de ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire et attribution des nouvelles parts sociales à VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l en contrepartie de son apport en numéraire et accepter l'effectivité de l'augmentation de capital.

3. Modification de l'article 6.1.1. des statuts de la Société afin de refléter les résolutions devant être adoptées conformément aux points 1. à 2.

a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent cinq mille dollars des Etats-Unis (USD 105.000,-) de manière à le porter de son montant actuel de soixante-quinze mille dollars des Etats-Unis (USD 75.000,-), à un montant de cent quatre-vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 180.000,-).

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé d'émettre cent cinq mille (105.000) nouvelles parts sociales de, ayant chacune une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1,-), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes de la société.

Souscription

Est ensuite intervenue Mme Emanuela Brero, précitée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de VESPUCCI SUB FINANCE Sàrl, en vertu la procuration mentionnée ci-avant.

Lequel comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de VESPUCCI SUB FINANCE S.à r.l., les cent cinq mille (105.000) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de dollar des Etats-Unis (USD 1,-), et libérer intégralement la valeur nominale de chacune de ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire.

Le comparant a déclaré et l'associé unique a reconnu que chaque part sociale nouvelle a été entièrement libérée en espèces et que la somme de cent cinq mille dollars des Etats-Unis (USD 105.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

L'associé unique a décidé d'accepter ladite souscription et libération et d'attribuer les cent cinq mille (105.000) nouvelles parts sociales à VESPUCCI FINANCE SUB S.à r.l.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'associé unique a décidé de modifier l'article 6.1.1. du statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.1.1.** Le capital social est fixé à cent quatre-vingt mille dollars des Etats-Unis (180.000,- USD) représenté par cent quatre-vingt mille (180.000) parts sociales d'une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (1,- USD) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Evaluation des Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.860,-.

L'augmentation de capital est évaluée à EUR 73.426,-.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes comprenant un blanc bâtonné.

Signé: E. Brero, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2007, LAC/2007/33621. — Reçu 741,21 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2007.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2008003944/208/150.

(070176212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

IPCG Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 96.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 100.669.

Il résulte de deux contrats sous seing privé de cession de parts sociales que:

En date du 28 octobre 2004, la société ASTYA INVESTMENTS CO.LTD, ayant son siège social à Tortola, Iles Vierges Britanniques, a cédé 6 (six) parts de la société IPCG INVESTMENTS S.à r.l. à SIGNIA ASSETS LTD, ayant son siège social à Tortola, Iles Vierges Britanniques.

En date du 28 octobre 2004, la société ASTYA INVESTMENTS CO.LTD, précitée, a cédé 54 (cinquante-quatre) parts de la société IPCG INVESTMENTS S.à r.l. à Monsieur Petri Barannik ayant son adresse professionnelle à Hiiralankaari, 26, 02160 Espoo, Finlande.

Il en résulte, suite à ces différentes cessions que les neuf cents soixante (960) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dès lors détenues comme suit:

	Parts sociales
- ASTYA INVESTMENTS CO.LTD, Tortola, Iles Vierges Britanniques	240
- SIGNIA ASSETS LTD, Tortola, Iles Vierges Britanniques	606
- Monsieur Petri Barannik, Hiiralankaari, 26, 02160 Espoo, Finlande	114
Total:	<u>960</u>

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2007.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008003776/1337/31.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01434. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

ProLogis UK LXXXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 86.130.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2007.

ProLogis DIRECTORSHIP Sàrl

Gérant

P. Cassells

Gérant

Référence de publication: 2008003639/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07787. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Cryptomeria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 85.676.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 décembre 2007 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

a) administrateurs

- Monsieur Claude Geiben, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve

- Monsieur Pierre Schmit, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

- Madame Gabriele Schneider, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

b) commissaire aux comptes

- Monsieur Lou Huby, directeur honoraire de la C.E. e.r., avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

pour une période de cinq années expirant à l'issue de l'assemblée générale statutaire de l'an 2012.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2008003778/535/26.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05011. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

Explorer Marine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 95.722.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pour VO CONSULTING LUX SA

Signature

Référence de publication: 2008003510/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04967. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pizzeria Il Faro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3490 Dudelange, 72, rue Jean-Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 68.686.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pour VO CONSULTING LUX SA

Signature

Référence de publication: 2008003509/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04964. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Tranta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 257A, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 64.699.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.
Pour VO CONSULTING LUX SA
Signature

Référence de publication: 2008003508/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, réf. LSO-CL04553. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Hair and More S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 47, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 101.126.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003471/3038/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05594. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Sachamadra Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 103.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Pour SACHAMADRA INVEST S.A.
EXPERTA LUXEMBOURG
L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2008002893/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03447. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Thèola S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 111.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008002894/6654/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05205C. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

IN4MATIX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 85.175.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002896/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01173. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

4m Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 45.597.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002898/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01790. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Waldtec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 60.731.

Extrait des décisions du Conseil d'Administration du 31 août 2007

Le siège social de la société est transféré du 15, rue de la Chapelle à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002750/534/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, réf. LSO-CK07148. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

Sidacier Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 49.097.

Extrait des décisions du conseil d'administration du 31 août 2007

Le siège social de la société est transféré du 5, boulevard de la Foire à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'adresse professionnelle des administrateurs est modifiée comme suit:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

- Monsieur Luc Hansen, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002748/534/20.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07575. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.
